L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

N° 44 Samedi 27 Avril 1946 — HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — 10, rue du Languedoc, Toulouse — Prix : 5 franc

ABONNEMENTS : 3 mois, 60 fr. ; 6 mois, 115 fr.; un an, 220 fr. — Compte chèques postaux : 1100-58

B.D.I.C

ÉDITORIAL

Il faut préciser nos droits et nos devoirs

A Paris, siègent actuellement ceux qui se sont donnés pour mission d'édifier l apaix universelle. Même en étant convaincus que personne ne mésestimera l'importance capitale de l'œuvre qu'ils vont aborder, nous croyons utile de souligner les conséquences qui découleront soit du succès soit de la faillite des « Quatre Grands ». Si le fruit vient à maturité nous pourrons espérer un remède pour l'inanition dont l'humanité souffre, sur le plan moral, comme l'homme souffre sur le plan physique, lorsque son travail n'est pas productif, quand le terrain est en friche, cest-à-dire si, une fois encore on marche vers l'impasse où une foule de questions et de problèmes resteront au point mort sans recevoir de solution et stagneront dans une perlexité terrible.

S'il y a des Espagnols qui pensent que la solution de nos problèmes dépend seulement et directement des pures initiatives du gouvernement de la Republique ou des tortueuses velléités de Franco au lieu de reposer sur la portée des délibérations internationales, il sera bon de leur faire remarquer la grande erreur qu'ils commettent et qui est la conséquence de leur esprit simpliste ou de leur vue courte.

Aucun pays n'est, actuellement, exempt de la juridiction solidaire des puissances victorieuses qui, selon l'ordre démocratique, ont assumé la mission d'orienter l'avenir politique, social et économique « urbi et orbi ». Mais l'Espagne présente encore des circonstances d'un ordre spécial. Notre situation géographique, notre influence en Amérique et notre combativité font ressortir l'importance des solutions qu'on doit trouver à nos problèmes.

Il est presque certain qu'en face d'une telle affirmation, des protestations plus ou moins vives ne manqueront pas de se produire. Mais, par la force même de la réalité, elles deviendront tout à fait inopérantes- 'exemple du monde entier, sans exception, en est la preuve.

Ni la France, avec ses plus légitimes prétentions, aussi bien qu'avec ses titres les plus légitimes de victime de l'agression, de la trahison et du ravage; ni la Pologne dans son adversité séculaire; ni la Chine dans ses démonstrations d'un progrès prodigieux; ni la Yougoslavie dans la mesure de sa lutte héroïque; ni l'Angleterre dans son ambition qui avait établi des bases sur toute la surface du globe; ni la Russie dans sa puissance énorme et l'originalité de son régime; ni même les Etats-Unis d'Amérique dans la poursuite d'une politique isolationiste qui l'a amené à une force illimitée, aucun de ces pays ne peut méconnaître l'impossibilité de se libérer du concert que la raison autant que la force imposent inflexiblement.

Toutes les exorhations que nous avons lancées à l'opinion espagnole en appui ferme de l'action des représentants de la légitimité constitutionnelle qui, en synthèse, n'est autre que la Nation elle-même, donnent toute valeur à l'assistance que nous prêtons au gouvernement de la République en exil. C'est par cette même adhésion que nous exhortons aussi notre gouvernement de profiter de l'opportunité de la réunion de Paris où le délégués des puissances, qui y prennent part, trouveront, dan sleurs propres opinions, un reflexe de nos droits et de nos devoirs. C'est pour cela que nous lui demandons de profiter de cette occasion avec une magnanimité qui permette aux hommes de parler, non pas en leur nom propre, mais, selon la plus stricte conscience, au nom de l'intérêt national. Si quelqu'un se sent incapable de mesurer avec exactitude cette mission généreuse où toutes les passions, pour si grandes ou si petites qu'elles soient, doivent disparaitre, il faut qu'il s'abstienne. Parce que chiffer les espoirs et mesurer les sacrifices de millions et millions d'Espagnols dont le triste sort fut de vivre dans les fers franquistes, dans les pénalités de l'exil ou n'importe où, est une entreprise qui n'est pas réservée aux plus clairs mérites des hiérarchies politiques ni aux ambitions concrètes aussi nobles qu'elles soient.

L'ER.

DISQUE

La guerre civile n'est pas finie

La pauvre mère portait, ce dimanche-là, un colis pour le fils prisonnier. Vous, Françaises, vous êtes en mesure de bien saisir toute la valeur spirituelle d'un colis destiné à l'absent. Vous connaissez assez la somme de sacrifices nécessaires pour ramasser des produits rationnés, dont il faut se passer, afin de les réserver pour le fils gardé par les fils barbelés du camp où les murs de la prison. S'il y a à notre époque toute bâtie de réalisme, de positivisme, de prose brutale, une miette de tendresse, il faut la résumer dans ce colis, qui est le « leit motiv » de toutes les lettres des sans liberté, comme Louis Aragon a résumé, dans la rose et le réséda, la tendresse héroïque de ceux qui, allant à la messe ou n'y allant pas, mènent un combat commun.

La pauvre mère portait donc, ce dimanche- là, un colis pour le fils prisonnier. L'employé de la prison l'avertit avec son air habituel : « Aujourd'hui, vous pouvez partir avec votre colis. Votre fils a été puni. Rendez-vous chez le surveillant-chef, si vous voulez. »

Au bureau du surveillant-chef, un autre employé la congédia vite : « Seules les sœurs peuvent vous renseigner. » Une religieuse du couvent de la prison lui révéla en effet le pénible mystère : son fils avait été fusillé la veille.

Cela s'est passé en Espagne. Cela se passe en Espagne, depuis dix ans, tous les dimanches. Cela est tellement quotidien qu'on emploie toujours les même mots, le même air d'ennui, le même ton vulgaire. On pourrait bien épargner ce travail aux employés et dispenser les sœurs de cette mission amère, en faisant jouer un disque chaque fois qu'une mère se présente avec le colis posthume.

Dans les premiers temps, Franco tuait parce qu'il fallait gagner à tout prix, et on ne gagne les guerres qu'en tuant les ennemis. La guerre gagnée, Franco tuait parce qu'il fallait châtier ceux qui avaient résisté, en prorogeant, un an après l'autre, ce que lesmilitaires révoltés pensaient n'être que l'affaire de quelques jours, une promenade, une parade. Ensuite, Franco tuait parce que l'Allemagne avait toutes les chances de gagner la guerre, et la fallait ressembler au maître.

L'Allemagne vaincue, Franco continue de tuer parce que, peut-être, l'heure serait arrivée d'abandonner le pouvoir et il serait prudent de ne pas laisser trop de témoins derrière la fuite. Aujourd'hui, il tue parce qu'il a besoin de paraître fort, et les dictateurs ne comprennent la force qu'en tant que système de répression contre les faibles.

Cela n'y fait rien, il tue quand même. Presque tout le monde se dresse de Nuremberg

Cela n'y fait rien, il tue quand même. Presque tout le monde se dresse
contre lui et le signale d'un doigt accusateur; il s'en moque et continue de tuer. « Donnez-moi du pétrole; donnez-moi des matières premières; donnez-moi du coton et des aliments, dit-il au capitalisme. Je vous paierai en vies ouvrières. »

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis proclament qu'ils pourraient régler l'affaire espagnole « à la lumière des événements et en tenant compte des efforts du peuple espagnol pour atteindre sa propre liberté ». Les événements sont là, les efforts du peuple espagnol sont là, mais Franco tue toujours, toujours.

Ces messieurs, vainqueurs remettent à leur place les rois et les régimes qui avaient été renversés par la force des armes. Cette justice de restitution s'appelle République en France, ou reine Wilhemine en Hollande, ou « Négus » en Abyssinie... Mais, en Espagne, le régime usurpateur tient toujours.

Ces messieurs n'ignorent pas que le droit revient à la République, que la raison est de notre côté. Mais Franco reste parce qu'ils ont fabriqué un slogan, et ils tiennent au slogan comme les mathématiciens tiennent à l'axiome : « La République en Espagne, c'est la guerre civile! » C'est en vain que notre gouvernement proclame son désir d'éviter la guerre civile; c'est en vain que nous tâchons de prouver que nous sommes la paix, que nous avons indiqué formellement dans notre Constitution notre renonciation à la guerre... Ces messieurs ne veulent pas se départir de leur opiniâtreté.

Eh bien! nous non plus. **E pur si muove!** La guerre civile c'est lui, Franco. Il l'a commencée en 1936 et il ne l'a pas finie encore. Il n'a démobilisé que la légion Condor et les divisions italiennes. Ses soldats sont, jusqu'à présent, armes au bras, à chaque coin; une police monstre et monstrueuse fait le guet à tous les carrefours; un mouchard se camoufle dans chaque conciergerie. Les prisons débordent; les camps sont pleins d'une récolte prodigue de forçats... Cependant, il y a toujours un peu de place pour des nouveaux venus, qui arrivent sans cesse.

Aux hésitations scrupuleuses du conseil de sécurité, Franco répond avec des défis de matamore. Lisez, lisez, s'il vous plait, la presse franquiste. « L'O. N. U. peut prendre la décision qu'elle voudra, cela ne changera en rien nos procédés », crient les journaux franquistes... La répression se fait plus serrée, plus ample, plus sévère. Les cours martiales (et non pas les cours civiles) travaillent à huis clos, sans fatigue, et quand elles vaquent, la dialectique des pistolets (d'après la phrase phalangiste de José Antonio) se fait encore entendre dix ans après. Tous les dimanches, des pauvres mères s'en reviennent avec les colis posthumes que personne n'osera manger.

Nous venons de recevoir en France, un cri d'angoisse de la C. N. T. d'Espagne :

« Dans la région de l'Andalousie, on vient de déclencher une nouvelle répression dont les proportions sont extraordinaires. On emploie dans les commissariats des procédés barbares. On a opéré plus de cinq cents arrestations. Nous vous demandons d'urgence votre appui moral. »

A. FERNANDEZ-ESCOBES

(Lire la suite en 4e page)

LE PROBLEME ESPAGNOL, AFFAIRE MONDIALE

Tandis qu'à l'O.N.U. on la discute passionnément, Franco déclanche une nouvelle vague d'arrestations

LE 17 avril, à New-York, à neuf heures six minutes du soir, heure française, s'est ouverte, sous la présidence du délégué égyptien, le docteur Affi, la trente-quatrième séance du Conseil de sécurité des Nations Unies, au cours de laquelle devait être étudiée la demande polonaise de rupture avec Franco.

Il n'y avait pas de secret diplomatique sur les positions adoptées par les délégués. La Pologne aurait l'appui sans condition de la France, de la Russie et du Mexique. Parmi les onze délégués du Conseil, il y en avait déjà quatre acquis à la cause de l'Espagne. L'Angleterre, naturellement, serait opposée à la rupture. A côté d'elle il y aurait la Hollande, franchement, et le Brésil avec de vagues réserves en raison de prétendus scrupules démocratiques, les Etats-Unis et l'Australie : Cinq voix contre quatre. Il restait la double inconnue de la Chine qui n'a pas reconnu Franco, mais qui est subordonnée aux Etats-Unis, et l'Egypte dont le gouvernement est forcé de temporiser avec l'Angleterre malgré l'hostilité du peuple à cette temporisation.

Le réquisitoire du délégué polonais

Le président donne la parole au délégué polonais, le Dr Lange, pour développer ses arguments à l'appui de ses lettres du 8 et 9 avril sur la question espagnole.

Le délégué polonais fait un long exposé sur les origines du régime franquiste et de ses relations avec l'Axe. Il rappelle les faits cités dans le Livre blanc américain, récemment publié.

Le délégué polonais donne ensuite lecture de pluseurs lettres échangées entre Hitler, Mussolini et Franco, dans lesquelles ce dernier exprime sa gratitude et sa fidélité au Fuehrer, et rappelle que, non content de former la « division bleue », l'Espagne franquiste fournissait des matières premières et du matériel de guerre à l'Allemagne en guerre avec les Nations Unies.

« Plus de 200.000 soldats espagnols, poursuit le délégué polonais, **sont groupés depuis un mois à la frontière française en Catalogne »,** et il apporte à l'appui de cette affirmation un mémorandum qui lui a été remis par le général Sarabia, ministre de la guerre de l'Espagne républicaine.

Le mémorandum du général Hernandez Sarabia

D'après le document fourni par le gouvernement républicain espagnol, que le Dr Lange a présenté au Conseil de sécurité, découlent les faits suivants :

Que Franco poursuit une politique d'agression contre la France; 250.000 hommes sont massés sur la frontière française, et 450.000 sont tenus en réserve. Des fortifications construites par des techniciens allemands ont été établies en différents points des Pyrénées nommément désignés;

Que Franco donne asile à plus de 100.000 militaires allemands et miliciens français;

Que le budget de la guerre du gouvernement franquiste, en constante augmentation, est passé de 2.358 millions de pesetas en 1942 à 3.608 millions en 1946;

Que les usines espagnoles, dirigées par des Allemands, produisent des tanks, des armes diverses et du matériel d'optique. Les industries espagnoles de la chimie, de l'électricité et de la mécanique sont en grande partie sous contrôle allemand;

Que 2.200 savants allemands font en Espagne des recherches sur l'énergie atomique. L'un d'eux, le Dr Hermann, spécialiste d'eau lourde, dispose d'une usine soigneusement gardée où il poursuit ses travaux commencés en Norvège;

Que le gouvernement espagnol a institué en 1945 un contrôle d'Etat sur les usines espagnoles d'uranium, ce qui démontre clairement ses intentions;

Opue 2.000 agents de la Gestapo ont été incorporés à la Seguridad franquiste, tandis que de nombreux criminels de guerre allemands ont trouvé asile chez Franco, par exemple, Karl Albrecht, organisateur de la Gestapo, Eckhardt Kamer, un des chefs de l'espionnage allemand, plusieurs directeurs de l'I. G. Farben et Frédéric Lippenheide, chef de la Sûreté nazie.

Que les agents de la Gestapo ont été naturalisés Espagnols.

Abordant la question de la fermeture de la frontière franco-espagnole, M. Lange demande :

Lorsque la frontière entre deux pays est fermée, y a-t-il ou n'y a-t-il pas de frictions entre ces deux pays?

Si le conseil me répond négativement, je ne sais pas alors ce que veut dire le mot « friction ». Ou bien, voulez-vous attendre que les canons commencent à tonner pour déclarer qu'il y a effectivement des frictions entre les deux pays en question.

Ce qui se passe à la frontière franco-espagnole est une friction susceptible de mettre en danger la paix et la sécurité mondiales. Le conseil partagera certainement mon opinion que ce n'est pas la France qui est responsable de cet état de choses, mais bien le régime fasciste qui s'est emparé du pouvoir contre la volonté et malgré la résistance d'un peuple héroïque.

Si le conseil ne partage pas mon opinion, nous faillirons à nos obligations. Notre devoir est d'empêcher une guerre de se produire et non pas d'attendre qu'elle se produise.

C'est pourquoi, déclare M. Lange, **l'Espagne franquiste est un danger pour les Nations Unies, son existence ou son renversement n'est pas une question intérieure espagnole, mais une question intéressant toutes les Nations Unies. Les forces du fascisme ne sont pas mortes.**

A la fin de son exposé, M. Lange lit le texte d'une résolution qu'il propose à l'adoption du conseil.

Cette résolution demande la rupture immédiate de toutes les relations diplomatiques avec le régime Franco, l'envoi d'un message de sympathie au peuple espagnol et l'assurance que l'Espagne sera accueillie parmi les Nations Unies dès qu'elle aura recouvré sa liberté.

L'ambassadeur français intervient

Lorsque le représentant polonais eut terminé son exposé qui dura deux heures et qui produisit une énorme impression, M. Bonnet, l'ambassadeur français à Washington, se rallia à la thèse polonaise et rappela les notes adressées par Paris à Londres, Washington et Moscou en vue de soulever la question espagnole au Conseil de sécurité.

Il indique que, jusqu'à présent, seule l'U.R.S.S. a donné une réponse favorable et souhaite que la résolution polonaise soit approuvée par tout le conseil.

Rappelant que la question franquiste a déjà été évoquée à San-Francisco et à Londres, en janvier dernier, il montre ainsi qu'il ne s'agit pas là d'un problème purement « intérieur ».

Il coite une propre lettre de Franco à Hitler, dans laquelle, le 15 décembre 1943, **le dictateur espagnol disait sa certitude que la victoire des Alliés devrait entrainer son départ.**

« Le peuple espagnol, a affirmé M. Bonnet, réagira exactement comme ont réagi sous l'occupation allemande le peuple français et les autres peuples opprimés d'Europe : étendra et développera ses mouvements de résistance, qui auront leurs martyrs, et qui finiront par triompher dans les conditions mêmes que certains cherchent à éviter en se défendant d'agir.

Il importe — a ajouté M. Bonnet — d'éliminer dans ce domaine les divergences entre les grandes puissances t il est surtout indispensable d'agir avec promptitude.

Le Mexique toujours à son poste

M. Najera, au nom du Mexique, qui n'a jamais entretenu des relations avec Franco et a toujours aidé le gouvernement légal de l'Espagne, déclare qu'il votera la proposition polonaise.

Il existe en Espagne, dit-il, une situation qui menace la paix et la sécurité internationales. Il estime que l'intervention du Conseil de sécurité ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures de l'Espagne. Il approuve la résolution présentée par la Pologne et soutenue par la France.

Après le délégué mexicain, M. Van Kleffens, délégué de la Hollande, s'oppose à la rupture des relations.

Il affirme son peu de sympathie pour ce régime mais souligne la nécessité d'être prudent et de ne pas se laisser emporter dans cette affaire par le sentiment.

Les délégués de l'Australie et du Brésil demandent qu'on forme une commission qui, sur place, se livrera à des investigations sur les faits dénoncés avant de prendre une décision.

Puis M. Stettinius demande le remplacement du régime Franco par un régime démocratique, sans qu'une guerre civile puisse s'ensuive.

La séance est levée à 0 h. 17. Elle a duré trois heures et demie.

Franco voulait attaquer la Rhune par surprise

Fernando de los Rios assistait à la séance du Conseil en qualité d'observateur de notre gouvernement. A la fin de la séance, il communique le texte d'un des documents dont avait parlé le représentant polonais.

Il s'agit d'une « instruction secrète numéro 27 » émanant du général José Aizpuru, chef de l'état-major franquiste, ordonnant à certains éléments de l'armée d'occuper des « positions défensives » en vue de « s'emparer par surprise de la Rhune ».

La Rhune, montagne haute de 900 mètres, est située en France à proximité des villes frontières de Hendaye et Irun.

La deuxième séance
Le duel entre l'Angleterre et la Russie

Le lendemain, 18 avril, sir Alexander Cadogan, représentant de l'Angleterre, est le premier à parler.

On retrouve toutes les raisons pour ne pas agir. Pas de preuves; pas d'informations sur la présence de criminels de guerre : le rapatriement des ressortissants allemands n'est que retardé en raison des difficultés de transport; des missions alliées sont autorisées à surveiller les firmes allemandes : il n'y a pas plus de 10.000 à 12.000 Allemands en Espagne, parmi lesquels seulement 2.500 nazis et 150 soldats.

Les propositions polonaises et les sanctions économiques envisagées par la France seraient néfastes pour le peuple espagnol et mèneraient à une nouvelle et désastreuse guerre civile.

La rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne ne pourrait que ralentir l'élimination des avoirs et du personnel allemands par les voies diplomatiques normales et empêher les Nations Unies de se servir de leur influence pour installer d'une façon pacifique un gouvernement démocratique en Espagne.

Réponse de M. Gromyko

Le délégué soviétique, qui soutient vigoureusement la thèse polonaise, s'appuie sur différents articles de la Charte pour réfuter la thèse de la non-intervention. Il expose une fois de plus que le régime Franco constitue bien une question internationale et entièrement du ressort du Conseil de Sécurité.

M. Gromyko retrace les résultats qu'a donnés la politique de non-intervention pratiquée par la S. D. N. et certaines des puissances qui « jouent un rôle prépondérant dans la présente assemblée ».

« Elle a favorisé, dit-il, l'expansion de l'Allemagne et a abouti « à des montagnes de corps et des » rivières de sang ». Ceux qui ont mis sur pied la Charte des Nations Unies pensaient justement éviter le retour de telles conditions. C'est pourquoi l'O. N. U. et plus spécialement le Conseil de Sécurité, sont particulièrement désignés pour examiner avec la plus grande attention le problème espagnol.

» La seule façon de poser la question est la suivante : Après six ans de guerre sanglante, provoquée par les fascistes, peut-on tolérer l'existence du fascisme en Espagne? C'est la politique de non-intervention de certaines puissances à l'égard de l'Etat fasciste de Franco qui a étouffé la République espagnole. Il est impossible de conclure des accords internationaux tendant à l'extermination du fascisme et de tolérer en même temps l'existence de ce régime qui constitue un centre d'infection en Europe. La lutte contre le fascisme doit-être totale. »

Puis, M. Gromyko retrace l'aide apportée à l'Axe par Franco et déclare que « contrairement à ce qu'à affirmé sir Alexander Cadogan, il y a actuellement au moins 150.000 nazis industriels et criminels de guerre en Espagne ».

Le délégué soviétique, montrant les dangers de la non-intervention, dit qu'aux Etats-Unis même les personnalités et les journaux des tendances les plus diverses commencent à réclamer une action collective contre l'Espagne. Il cite entre autres le sénateur Pepper, le député Savage, M. Morgenthau, ancien secrétaire au Trésor, etc..

Il montre qu'une intervention servirait les intérêts du peuple espagnol et hâterait sa libération.

Le discours du délégué russe a duré une heure trois quarts. On suspend la séance jusqu'au mardi 23 avril.

Cependant...

Cependant, dans certains milieux bien informés de Londres, on croit savoir que le gouvernement britannique aurait « officiellement suggéré » à Franco de démissionner sans tarder.

Dans les milieux espagnols de droite de Paris, on précise que peu de temps avant d'effectuer cette démarche, le cabinet travailliste aurait demandé à M. Salazar, président du conseil portuguais, d'intervenir dans ce sens auprès de Franco.

1. Pour célébrer l'anniversaire de la mort de Franklin Roosevelt, Mme Roosevelt et le président Truman se recueillent sur la tombe, volontairement modeste et humble de celui qui fut le Grand Président de la République américaine et le grand organisateur de la victoire. — 2. La « Flèche d'Or » qui relie, à nouveau, Paris-Londres, vient d'arriver à Douvres. — 3. Le général de Lattre de Tassigny, qui il a un an faisait son entrée dans Strasbourg, est venu s'incliner devant le monument commémoratif de la traversée du Rhin en 1945. — 4. Les quatre ministres des affaires étrangères (de haut en bas) : M. J. F. Byrnes, des U.S.A.; M. E. Bevin, de la Grande-Bretagne; B. G. Bidault, de France, et M. V. Molotov, de l'U. R. S. S., soit les « Quatre Grands » actuellement réunis à Paris pour la Conférence de la paix. « New-York Times, photos.

BULLETIN INTERNATIONAL

PRELUDES

La conférence préliminaire des « Quatre Grands » vient de s'ouvrir au Palais du Luxembourg, dans le salon Victor-Hugo. Coïncidence fortuite ou préméditée? Le poète, qui entrevoyait dans son apocalyptique poème de « Plein Ciel », la naissance des Etats-Unis d'Europe, bientôt suivis des Etats-Unis du monde, se doutait-il qu'un jour il présiderait, en effigie, aux débats d'où peut sortir un Univers rajeuni? A moins que les peuples, après cette expérience généreuse, ne retombent déçus, dans les affres des rivalités anciennes et ne revlennent, multipliées par mille, les sombres horreurs de « Pleine Mer »!

Une des premières questions qui se posera devant l'auguste aréopage sera celle de la participation de la France à l'ensemble des délibérations. On sait qu'à Potsdam, il fut décidé qu'elle siégerait seulement aux réunions mettant en cause les pays avec lesquels elle a été officiellement en guerre. C'est avec ceux-là seulement qu'elle a été admise à signer l'armistice. Elle sera donc exclue de la préparation des traités avec la Finlande, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie. Il y a là pour elle plus qu'un dommage matériel : une diminution de prestige que, malgré Potsdam, elle acceptera difficilement. Il faut s'attendre à ce qu'elle élève à ce sujet une protestation qui ne changera rien, sans doute, aux décisions de ses partenaires, mais qui ne devra pas moins être faite, ne serait-ce que parce que, depuis 1939, et malgré le désastre, elle ne fut jamais absente du combat. Il est juste de ne pas oublier que si elle fut éliminée un instant par la force militaire la plus terrible qui ait paru depuis l'origine du monde, elle reste un des deux pays qui se sont les premiers dressés contre Hitler.

On ne pouvait décemment l'exclure de la discussion du traité de paix avec l'Italie. Comme elle est limitrophe de cette dernière, tout ce qui sera décidé à ce propos engagera son avenir, et ceci d'autant plus que, contrairement à ce que laissent croire certaines propagandes, le péril mussolinien n'a pas disparu. La révolte de la prison de Milan et l'enlèvement du cadavre du Duce sont des avertissements à ne pas négliger, pas plus que l'extraordinaire succès de l'Uomo Quaunque. Ce n'est pas qu'on doive refuser toute confiance à l'équipe démocratique qui gouverne à Rome, mais il ne sied pas d'être aveugle, et le « coup de poignard dans le dos » de juin 1940 n'est pas de ces actes susceptibles d'être tout de suite oubliés.

Ceci dit, quels sont les problèmes qui se posent dans cette partie de l'espace méditerranéen, et comment les diverses nations présentes au palais du Luxembourg les envisagent-elles?

Le premier est celui des frontières terrestres de la Péninsule. Du côté de la France, les revendications sont minimes : elles tendent à porter à la crête militaire les limites du territoire national et à écarter les menaces qui pèsent sur les hautes vallées de la Roya et de la Tinée, ainsi que sur Briançon. Du côté du col du Mont-Cenis et de l'hospice du mont Saint-Bernard, les annexions prévues ne portent que sur des alpages déserts ou très peu habités, et n'atteignent qu'une profondeur de quelques kilomètres. Il semble que le Quai d'Orsay ait renoncé à ses prétentions sur le val français d'Aoste, à qui les Italiens ont du reste accordé l'autonomie. Il ne semble donc pas que, de ce côté, les difficultés soient sérieuses. Dans le Tyrol du sud, que les Autrichiens demandent à réincorporer, on se contentera, sans doute, d'établir une cote mal taillée; la France appuie en partie les demandes de Vienne; les Anglo-Saxons défendent celle de l'Italie, à qui peut-être resteront Trente et le Brenner. La lutte sera plus sévère à propos de Trieste et de l'Istrie, où l'U. R. S. S. soutient le point de vue yougoslave. L'ethnographie et l'économie devraient faire pencher la balance en faveur de Belgrade, qui a su rallier à sa cause l'élément italien progressiste. Il est à souhaiter que la conception périmée du « Mare Nostrum » n'obnubile pas les diplomates britanniques et leurs cousins yankees. Albion conservera certainement Pantellaria et l'archipel Pélagien, sentinelles avancées de Malte dans le détroit de Sicile. Ce sera la première fois dans l'histoire qu'elle rendrait, après les avoir conquises, des îles situées sur ses lignes de communication.

La principale pierre d'achoppement sera la dévolution des anciennes colonies italiennes qui, de toute façon, doivent être placées sous tutelle, conformément aux principes posés par la Charte de San-Francisco. A qui doit revenir l'exercice de cette tutelle? « A l'Italie elle-même », dit la France, d'autant plus généreuse en la matière que l'hostilité transalpine l'a affaiblie en Europe, au début de la guerre, en l'obligeant à maintenir des troupes nombreuses en Afrique du Nord. « A l'O. N. U. », répliquent l'Angleterre et les Etats-Unis, qui voudraient voir établir sur la Libye, sur l'Erythrée et sur la côte des Somalis une sorte de condominium international. « A moi », dit l'U. R. S. S., qui réclame pour elle seule le mandat sur la Tripolitaine et une base en mer Rouge. Plus épineuse encore sera la question du Dodécanèse, où les compétiteurs sont la Grèce, la Russie et — candidat inattendu — la Turquie.

En ce qui concerne les douze îles, dont la perle est l'antique Rhodes du Colosse et des Chevaliers, il semble que c'est la Grèce qui devrait triompher. L'ethnographie, l'économie, l'histoire, la religion, tout commande leur retour à la mère patrie. Libre ensuite aux Hellènes d'y accorder aux Soviétiques, s'ils le jugent bon — et si Londres le leur permet — une ou plusieurs bases, mais l'injustice de 1911 doit d'abord être réparée. Ensuite, on verra. Il n'est toutefois pas besoin d'être grand clerc pour prévoir qu'étant donnés les intérêts en présence — il s'agit pour les uns de s'ouvrir les détroits et pour les autres de protéger la route des Indes — la lutte sera chaude.

Pour le trusteeship sur la Tripolitaine, la température peut monter au point critique. Si, de ce côté, les prétentions soviétiques sont maintenues, si elles ne sont pas pour Moscou une possible monnaie d'échange en vue d'obtenir ailleurs les avantages substantiels, il est à croire qu'elles susciteront l'opposition massive et décidée des nations occidentales. Et cela, non pour fermer à la Russie cette Méditerranée, où elle a le droit, comme tout le monde, de faire naviguer ses vaisseaux, mais parce que, au moment où les peuples colonisateurs renoncent tous, plus ou moins, à leur souveraineté inconditionnelle de jadis, ce serait introduire en Afrique, au beau milieu du monde arabe, déjà instable, une nouvelle et puissante nation, dont la jeunesse et l'élan risquent de faire, à bref délai, tout autre chose qu'un libérateur. Il faut dire les choses comme elle sont : la Russie n'a aucun intérêt personnel majeur sur le continent africain; si les colonies doivent tendre vers l'indépendance, c'est en les mettant sous tutelle internationale qu'on parviendra à les libérer, et non en les faisant passer entre les mains d'un autre propriétaire.

Tels sont les graves problèmes qui devront être résolus tout d'abord par les « Quatre », j'entends les problèmes territoriaux et non celui des réparations, moins urgent. Nous verrons dans un prochain article qu'ils ne sont que les premiers d'une longue liste. On retrouve sous les divergences qui les opposent, les mêmes antagonismes que jadis. Il s'agit moins d'idéologies contraires que d'intérêts traditionnels, hérités des régimes disparus. Or, ce n'est pas en se référant sans cesse au passé qu'on pourra réaliser ce monde de liberté et de lumière dont rêvait Victor Hugo, chantre de l'humanité en marche vers la concorde universelle.

Pierre ORSINI

L'Espagne de Franco sera soumise à une enquête

Pour la première fois, le Conseil de Sécurité des Nations Unies semble avoir été d'accord sur un point: la proposition australienne pour une investiquation « à fond » de l'Espagne franquiste serait acceptée par tout le monde. Sir Alexander Cadogan, délégué britannique, a déclaré mercredi dernier qu'il avait reçu des instructions pour appuyer la proposition; le Mexique et la Pologne avaient déjà donné leur accord et on croyait que la France et la Russie feraient de même.

Cette sous-commission, composée de cinq membres, devrait présenter un rapport avant le 17 mai. Certains font observer qu'il sera malaisé dans un temps si court — si court pour eux, mais si long pour nous — de savoir exactement si le régime franquiste constitue vraiment une menace pour la paix. Encore fraudrait-il savoir de quelle sorte de paix il s'agit, car la paix spirituelle, non seulement est menacée, mais n'est pas encore — et de loin — acquise, du fait de l'existence du régime franquiste dans le monde.

Cependant, en dehors du Conseil de sécurité, l'affaire espagnole doit être discutée à Londres entre les représentants de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France. Leur première réunion, annoncée prématurément, serait ajournée jusqu'à ce qu'on connaisse la décision prise à l'O. N. U.

La conférence de Paris

Cependant, la Conférence de Paris, qui est censée ne s'occuper que des traités de paix, pourrait, si le plan de M. Byrnes devait être appliqué, avoir un rebondissement du côté de l'Espagne. Car ce plan que l'homme d'Etat américain semble disposé à pousser à fond, virerait à obtenir « un règlement de toutes les questions européennes ». Pour cela, il envisagerait la création d'une assemblée européenne chargée de s'occuper de questions telles que l'énergie, la force motrice, le commerce, les transports, les finances, l'économie dirigée et autres questions similaires, c'est-à-dire parvenir à la constitution d'une « Europe Unie ». Si un plan semblable est approuvé, dans quelle position se trouvera l'Espagne franquiste, exclue totalement de la vie européenne? Elle devra disparaître pour laisser la place à une autre Espagne vraiment européenne celle-là.

Franco tente une diversion

En face du procès de New-York, où il n'a trouvé aucun défenseur Franco a tenté une nouvelle diversion. Il a envoyé une note aux Etats-Unis et à l'Angleterre. La note propose l'envoi d'une commission d'enquête en Espagne pour établir la véracité ou l'inexactitude des affirmations du délégué polonais.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE
Bureaux : 10, rue de Languedoc
TOULOUSE - Téléphone 271-46
DIRECTEUR : Ricardo GASSET — GERANT : Dr. A. BOYA

GFP 3321

Le 23 avril 1616 mourrait Cervantès

On découvre à Montpellier un document sur le deuxième procès de l'auteur de « Don Quichotte »

Il y a des hommes pour lesquels la lumière ne brille que lorsqu'ils sont morts, et encore cette lumière n'est-elle pas celle du soleil, mais celle vacillante des cierges. Cervantès a appartenu à la phalange de malheureux persécutés par l'adversité implacable. La vie du grand romancier fut une série sans fin de malheurs et de revers immérités. C'est le contraire de Lope de Vega, inférieur à lui intellectuellement et moralement.

A Lépante, où il lutte avec bravoure, Cervantès est blessé. Pendant cinq mois, dans un hôpital de Messine, il est entre la vie et la mort. Il s'en tire, mais il reste manchot. Il a à peine trente ans et tombe au pouvoir des Turcs. Il reste en captivité à Alger pendant cinq ans au milieu de bandits de grands chemins, avec des femmes publiques, des ruffians et des rénégats. C'est en vain qu'il écrit pour être racheté lettre après lettre et mémorial après mémorial, à la cour, en faisant état de ses services. Lettres et mémoriaux, ou bien ne parviennent pas à destination, ou on n'en tenait pas compte.

Mais le temps passe et l'heure de la liberté ne vient pas. Un jour, cependant, alors qu'il était déjà enchaîné sur le banc d'une galère, la rame aux poings, prêt à recevoir les coups de fouet du gardechiourme, un frère mercenaire survient, qui remet les cinq cents livres de son rachat.

⁂

Cervantès arrive à Séville, ville cosmopolite en ce temps — 1587. Il est employé comme encaisseur d'impôts au salaire de douze réaux par jour. Il va de village en ville, de hameau en hameau, de ferme en ferme, d'auberge en auberge, mettant son nez partout, dans les greniers, dans les huileries, dans les coins les plus cachés enfin, pour collecter, bon gré mal gré, la plus grande quantité possible de blé et d'huile pour ravitailler l'escadre que Sa Majesté catholique Philippe II prépare contre l'Angleterre. Pour chaque grain de blé, pour chaque goutte d'huile qu'on leur enlève, les paysans sont soulevés d'indignation. C'est ainsi qu'on s'explique la haine avec laquelle les villageois accueillaient l'apparition du receveur Cervantès suivi d'huissiers et du commissaire au ravitaillement pour « l'Invincible », et pourquoi aussi on refusait souvent à Cervantès et à sa suite hébergement et nourriture.

En 1590, alors qu'il était en disponibilité et tellement pauvre qu'il n'avait même pas de quoi s'habiller, les finances royales, aussi lentes et aussi peu pressées qu'elles étaient rapides à encaisser, exigent le règlement des comptes. Cervantès ne peut justifier une somme de quatorze mille maravédises. Il devait bien cette somme, mais le Trésor, par contre, lui en devait sur ses appointements près de treize mille maravedises. Si quelques voisins d'Ecija ne s'étaient pas portés garants de lui on l'aurait emprisonné comme le dernier des « picaros ».

Plus tard, Cervantès est cité en jugement. Cette fois-ci on le met en prison, dans cette véritable étable à cochons qu'était la prison de Séville, dont nous connaissons les abominations par la « Relacion » de Christobal de Chaves, qui constitue un inestimable document d'anthropologie sociale, pas moins instructive et douloureuse que « La Maison des Morts » de Dostoïewsky. C'est dans ce fumier-là que Cervantès a connu Mateo Aleman — le père de la nouvelle picaresque. C'est là que fut engendré le « Quixotte », dont les pages frémissent parfois du frisson que l'auteur avait ressenti en face d'une telle accumulation d'abjections et de misères, germes ataviques qui croissent et se reproduisent sans cesse dans l'ambiance de la promiscuité pénitentiaire.

⁂

Comme si toutes ces malchances n'étaient pas assez nombreuses, une nuit, à Valladolid, un homme tombe mortellement blessé tout près de la maison qu'il occupe — et qui existe encore — avec sa famille, dans la rue Miguel-Iscar. Un procès lui fut fait à ce sujet. Nous venons d'en lire la relation sur un vieux papier parcheminé que nous avons trouvé dans une bibliothèque de Montpellier. C'est un document cervantin inappréciable. Il nous permet d'assister à cette tragico-comédie de cape et d'épée, digne de Lope de Vega.

Une nuit de juin 1605, aux environ de onze heures, les chiens se mirent à aboyer; le voisinage fut mis sans dessus-dessous par les cris de quelqu'un qui appelait au secours. Cervantès, qui était au lit, méditant sur le peu d'argent que lui avait rapporté le « Quichotte », se précipite dans la rue et, aidé par un curé, son voisin, monte le blessé à l'appartenant de Dona Louisa de Montoya, veuve du chroniqueur basque Esteban de Garibay, qui habitait une maison séparée de la sienne seulement par un mur mitoyen.

Le blessé, selon le document, est don Gaspar de Ezpeleta, « hidalgo » besogneux et homme à femmes, qui vivait aux dépens du marquis de Falces, chez qui il déjeunait et dînait tous les jours. Gongora lui avait dédié des vers dans lesquels il se moquait de sa mauvaise tenue à cheval. Il n'a que « soixante-douze réales » pour tout capital. Et avec ces soixante-douze réales, quelques faux-cols, trois collerettes, deux épées, une paire de jarretières de taffetas, une chaîne en simili or, cahier aux pages vierges et un livre latin — toute sa bibliothèque il prescrit dans son testament qu'on dise « mille cinq cents messes » pour le repos de son âme! Malgré sa robe de l'ordre de Saint-Jacques, il habite dans une pension de famille dont la patronne disait qu'il n'y dormait presque jamais, car c'était un vrai noctambule. Voilà le personnage.

On appelle d'urgence un chirurgien, barbier au surplus qui, après examen des blessures, déclare que la vie de don Gaspar « est en danger ». C'est vrai, puisqu'au bout de quelques jours il partait pour le grand voyage.

Don Cristobal de Villarroel, l'Alcade, survient ensuite pour enregistrer les déclarations du blessé, qui avoue que « la personne qui a eu une altercation avec lui, et qu'il ne connaît pas, s'est battu comme un honnête homme ». Don Gaspar était pauvre, mais il était aussi réservé et discret.

⁂

Ce qui, dans le document que nous avons lu, est extrêmement important, c'est ce qui suit. Par Dona Isabel de Ayala, veuve du docteur Espinosa, nous savons la façon de vivre des gens du voisinage. Ecoutons-la :

« Au premier, à droite, habite Dona Luisa de Montoya et ses fils. Des gens honnêtes et tranquilles. Dans l'autre appartement, celui à gauche, loge Miguel de Cervantès, Dona Andrea et Dona Magdalena, ses sœurs, une fille dudit Miguel de Cervantès, bâtarde, et Dona Constanza, fille de ladite Andrea. »

Et voici encore des précisions qu'on trouve dans la relation du procès :

« Dans cet appartement, où habitent ledit Michel de Cervantès et sa fille, ses sœurs et sa nièce, il y a des conversations de gens qui y entrent nuit et jour. Des chevaliers que ce témoin ne connaît pas, mais qui sont une cause de ce scandale et qui médisent tout le monde, spécialement un certain Simon Mendez, Portuguais, dont il est possible et notoire qu'il vit en concubinage avec la fille Dona Isabel, fille dudit Miguel de Cervantès... »

La chose se complique encore car celle qui fait la déclaration ne cesse de s'occuper de la vie publique et privée de tout le voisinage. C'est ainsi que le lecteur curieux, dans la relation de ce procès — copie ou original, nous n'avons pu l'éclaircir — trouvera que : « dans l'appartement d'en haut, au-dessus de la taverne, habite Dona Mariana Ramirez qui, c'est public et notoire, est la concubine de Don Diego de Miranda. Ces deux personnages ont d'ailleurs été en prison pour ce motif... »

La déclarante continue sur ce ton et en parlant d'autres voisines, dit que « ces femmes célibataires admettent, jour et nuit, beaucoup de visites de chevaliers, tels que le duc de Pastvana, le comte de Cocentaina et le seigneur d'Higaves ».

Il y en a bien cependant qui ont démenti avec indignation l'affirmation que la fille naturelle du romancier était la maîtresse du Portuguais Mendez. D'aucuns pensent que la connaissance des soixante-dix-sept folios du compte rendu de ce procès est préjudiciable à l'honneur de Cervantès. Nous allons bien vite et bien légèrement pour juger des actes dont nous ignorons les motifs!

Nous ignorons tout du caractère de Dona Isabel de Saavedra, la fille bâtarde de l'auteur du « Quichotte ». Etait-elle capricieuse, économe, frivole?...

Nous lisons dans cette relation du procès, retrouvée à Montpellier, qu'on trouve le nom de la fille de Cervantès dans un autre procès, ecclésiastique celui-là, et en rapport avec l'Inquisition. Elle y est impliquée comme déclaratrice d'une femme hystérique et hallucinée, « qui croyait que du côté du Christ sortait un fil d'or qui était attaché au sien ». Nous ignorons si, étant fille unique, elle dominait son père, déjà vieux et désabusé. On oublie que tout homme est un énigme.

Ce que nous savons, c'est que Cervantès habitait à Valladolid un petit appartement malgré ses affaires — nous ignorons lesquelles — avec Juan de Urbina. D'autre part, l'auteur de « La Galatea » ne fit jamais figurer d'homme rigide et farouche, ni dans sa vie, ni dans son œuvre. Qui, comme lui, comprenait tout, ne pouvait pas être un dogmatique obtus il ne faut que se rappeler le conseil qu'il donnait à Sancho de se montrer plus miséricordieux que justicier.

⁂

Isabel n'étant pas fille légitime mais le fruit d'amours de passage, n'aurait pu lui rappeler son origine si son père s'était opposé à sa liaison avec le Portugais Mendez? Ce n'est point un argument décisif que Mendez fut déjà vieux, car il ne manque pas de cas d'amour senil partagé par des femmes jeunes. Admettons cependant qu'il n'y eut pas d'amour. Mendez n'aurait-il pas pu être un soulagement pour la famille dans des circonstances difficiles? De quoi pouvait déjà s'effrayer Cervantès qui, malgré lui, avait déjà tant piétiné dans la boue? Où trouva-t-il le plus petit soutien? Le duc de Bejar? Mais, si le duc de Bejar ne lut même pas la dédicace de la première partie du« Quichotte »! L'archevêque Sandoval et le comte de Lemos? Qu'est-ce qu'ils ont fait, en somme, pour lui? Cervantès assistait au spectacle social avec des yeux ironiques et méprisants. La déception est mauvaise, et plus que la déception est mauvaise la misère. L'une et l'autre sont la rouille qui ronge l'acier moral le mieux trempé.

A mon avis, Cervantès ne perd ni ne gagne rien à ces faux pas — imaginés ou non — de sa fille.

Le procès révéla que le blessé, Don Gaspar de Ezpeleta, avait une liaison avec une femme mariée. C'est la patronne de la pension de famille Juana Ruiz qui découvre le pot aux roses. Elle raconte qu'une femme voilée arriva un jour chez elle en pleurant et en criant : « Oh! appartement de mon déshonneur et de mes malheurs! Oh! traître! Même si je dois attendre cent ans, je me vengerai de toi! »

Le motif de cette affliction était, selon les débats, que « Don Gaspar lui avait pris deux bagues en or, quelques diamants, quelques émeraudes, et que son mari lui demandait ces bagues ». C'étaient les bagues qu'Ezpeleta portait sur lui — avec les soixante-douze réales — lorsqu'il fut blessé. « Ladite femme dit que son mari s'appelait Galvan et qu'il était greffier », poursuit Ana Ruiz dans sa déposition

Pourquoi le juge n'a-t-il pas interrogé immédiatement ce Galvan? Peut-être parce qu'il était son ami et qu'il était du parquet, comme lui-même Peut-être à cause des larmes de la femme adultère qui, étant donné sa frivolité, pourrait lui accorder à lui-même ce qu'elle avait accordé au défunt Ce qui est certain, c'est que l'Alcade Villarroel emmena en prison, malgré tous ces témoignages, Cervantès et toute sa famille Il ne ressort pas clairement du procès si c'est le greffier, c'est-à-dire le mari, ou quelqu'un payé par sa femme, qui tua Ezpeleta. Ce dont on ne peut douter, c'est que Cervantès ne prit aucune part à l'assassinat du déducteur aux soixante-douze réales et aux mille cinq-cent messes.

A remarquer que le Cervantès qui, cette fois-ci entrait en prison, n'était plus l'encaisseur d'impôts. C'était déjà l'auteur du « Quichotte »...

Il faut penser quon ne pouvait pas, à cette époque, appliquer le mot du pape Paul II sur Benvenuto Cellini : « Les hommes comme lui sont au-dessus des lois. »

Raphaël MORAGAS

— Et mon charbon de la Ruhr, c'est pour quand? (« Combat »)

LE GOYA des « caprices » et des « désastres »

Les « Caprices » et les « Proverbes » constituent les deux séries de planches gravées qui ont donné à notre artiste la plus grande renommée. Nous les étudierons conjointement, bien que les « Caprices » soient de la première époque, tandis que les « Proverbes » sont de la seconde. Le Goya des « Caprices » est l'artiste inquiet et étrange qui se manifeste à l'origine de la maladie de 1792, qui le laissa sourd et les nerfs en piteux état. C'est le Goya de « L'Enterrement de la Sardine », de « La scène de Sorcière », de la « Procession des pénitents » et de « La Maison des fous ». Quelle différence énorme avec le Goya de la « Pradera de San Isidro »... Et cependant, une même lumière artistique, une même passion de vérité les rend tous les deux frères.

Dans les « Caprices », Goya nous apparaît comme le naturaliste des premiers temps, mais avec un peu d'acidité et d'intention satirique, avec quelque chose d'agressif qui le font plus intéressant et plus personnel. Sans s'en rendre compte, le peintre se convertit en critique et en historiographe de son époque. Il mettra dans ses eaux-fortes, et dans ses dessins, l'amertume de ses déceptions, toute la peine de ses désillusions, et toutes les « épices » fortes de son tempérament artistique. Il passera en revue sa génération, il n'épargnera personne, pas plus à la famille royale, que le « Majo » effronté et querelleur.

Les habitudes faciles de l'époque, les scandales de la maison royale, les intrigues de palais, l'influence du clergé, les vices du monde, les défauts de la société bourgeoise, le naturalisme des campagnes, la stupidité du peuple, les superstitions, tout servira à Goya de sujet pour ses « Caprices ». Dans son album d'eaux-fortes, notre peintre trouvera la soupape d'échappement idéale, pour donner libre cours à ses inquiétudes spirituelles, et pour exprimer sa pensée critique.

Les 80 planches qui constituent les « Caprices » furent publiées en 1797, et accueillies de très diverses façons. Ceux qui se considérèrent comme mis en cause, « les cibles des balles de Goya », adoptèrent une attitude réservée et mécontente.

Les imbéciles ne le comprirent pas. Mais les critiques intelligents surent apprécier immédiatement l'immense valeur de cette manifestation artistique du peintre aragonais, ainsi que l'importance de cette œuvre, comme document graphique de l'époque.

Les « Caprices » seront connus à l'étranger pendant la vie de Goya, de telle sorte que ce fut par ces planches (auxquelles il ajoutera quelques planches plus tragiques à la fin de sa vie), et par les « Proverbes » dans la seconde époque, que le maître deviendra rapidement célèbre à l'étranger.

Goya avait coutume d'expliquer ses gravures par des légendes autographes, qui faisaient partie du dessin. Il aimait faire « parler » ses personnages monstrueux et, quand ils ne parlaient pas eux-mêmes, l'auteur le faisait pour eux. Voyez, par exemple, « Le sommeil de la raison produit des monstres » dans lequel l'auteur, endormi sur la table, est entouré d'animaux étranges, d'oiseaux sinistres, de fantômes horribles. Voyez aussi son fameux « Rien », lancé par un mort qui se dresse sur sa tombe au milieu d'un paysage tragique.

Dans un autre genre, moins triste, et plus satirique, soulignons « Que Dieu lui pardonne... et c'était sa mère ». Dans cette planche, une dame élégante, d'aspect équivoque, refuse une aumône à une vieille mendiante. Dans le même style, il grave « L'Ane marchant sur deux pieds », devant une foule d'imbéciles, allusion directe aux niais de la haute société. De même dans « Le mariage de convenance », il attaque l'égoïsme des parents avares. Il y tant d'autres dessins dans lesquels Goya censure aigrement tous les vices de sa génération et de son temps.

Le commentaire de ces 80 planches rendrait cette étude beaucoup trop étendue. Nous voulons uniquement donner une idée exacte de l'homme et de son œuvre dans tous ses aspects. Ce que nous venons de dire des « Caprices » nous paraît suffisant pour répondre au but que nous nous sommes fixé.

Dans les « Proverbes », le maître est plus sombre et plus sinistre encore. Il exprime dans ces planches des cauchemars et des visions fantastiques, selon la même manière torturée, qui lui fit créer le fameux « Saturne » de sa maison de campagne, le « Colosse » et « l'Assemblée des Sorcières », que l'on voit à la maison de campagne du duc d'Osuna.

Le Goya de « l'Enterrement de la Sardine », qui se sent une faiblesse pour les masques, pour les déguisements les plus inesthétiques, est le même Goya que celui des « Proverbes », le même que celui des « Deux femmes riant », des « Vieillards mangeant la soupe », et aussi du « Père Paquete », dans lesquels l'artiste se complaît à reproduire des images horribles mais si vives, si vraies, si humaines, qu'elles produisent une impression inoubliable.

« LES DESASTRES » OU « SCENES DE L'INVASION »

Plaçons-nous en pleine seconde époque de Goya, en 1810, en pleine crise spirituelle de l'artiste, qui se manifestera par une violente réaction patriotique du maître contre l'invasion française. Goya se dresse, courroucé et énergique, contre les auteurs de la tragédie qui dévaste sa patrie. Il reproduit des scènes d'un tragique émouvant, d'un pathétisme farouche — fusillades, tortures, exécutions en masse, rebellion, scènes de destruction et de dévastation, champs semés de cadavres, épisodes héroïques de la guerre de l'Indépendance espagnole. Au point de vue de la technique, et au point de vue artistique, ses planches des « Désastres » sont plus parfaites que celles des « Caprices », parce que peut-être le sentiment patriotique du peintre enflamme sa puissance créatrice, avec plus de fougue et plus de vigueur que dans ses autres œuvres.

Après avoir terminé ces planches gravées, Goya portera les mêmes sujets à la toile, et, la guerre finie, commandés par Fernand VII, il exécutera ses fameux tableaux patriotiques, « Le 2 Mai » et « Le 3 Mai », immortalisant des épisodes connus de la guerre d'Indépendance.

Dans la première de ces toiles, il évoque la charge des Mamelucks de Murat contre le peuple madrilène qui essaie de s'opposer par la force à la déportation des infants, Francisco de Paula et Antoine, vers Bayonne, sur l'ordre de Napoléon.

Dans le second de ces tableaux, vulgarisé par le nombre infini de reproductions lithographiques qui en ont été faites, Goya nous montre les patriotes espagnols fusillés par les Français, le jour qui suivit le soulèvement populaire contre les envahisseurs.

Ce dernier tableau, très supérieur au premier, est, sans aucune doute, un des plus beaux chefs-d'œuvre de Goya, non seulement par la technique et la richesse du coloris, mais encore par des effets de lumière impressionnants et par l'expression profondément tragique de la composition.

Doménech de BELLMUNT

PARALLÈLE

Mais... ou sont les promesses d'antan ?

Un égoïsme avilisant semble gagner le monde au point de décourager ceux qui ont les meilleures intentions. Chacun, de plus en plus, se complait dans sa sphère petite et étroite dont l'horizon se limite chaque jour davantage. Le grand souffle d'altruisme que les vaillants résistants, à n'importe quelle nation qu'ils appartiennent, avaient provoqué, a diminué sensiblement d'intensité après leur disparition héroïque. Ils sont morts, eux, parce qu'ils ont osé! Quant à ceux qui étaient auprès d'eux et qui ont eu la chance de survivre et de voir le triomphe dont ils n'avaient jamais désespéré, beaucoup s'en vont se demandant s'ils ont tout risqué, s'ils ont tout souffert pour en arriver à construire un monde en tout semblable à celui d'où étaient sorties tant d'iniquités.

Pour des intérêts particuliers — qu'ils soient d'ailleurs nationaux, ou de simples citoyens ou de classe — le monde en arrive à discuter sur tout et à propos de tout, ans que jamais intervienne un esprit d'idéal ou de grandeur, pour employer des mots dont on s'est servi trop souvent pour des fins qui ne comportaient aucun idéal et aucune grandeur.

Car, enfin, si l'on veut bien, une fois par hasard, être sincère et ouvrir franchement les yeux à la réalité d'hier on doit bien reconnaître qu'on s'est surtout battu pour extirper du monde le nazisme, véritable cancer européen qui, progressivement, s'étendait et s'enracinait profondément.

Dès les premières heures, dès les premiers symptômes, l'alarme avait cependant été donnée. Des hommes clairvoyants, par une intuition que les faits ne vinrent jamais contredire, avaient prévu les dangers que faisaient courir au monde les entreprises nazies-fascistes naissantes. On préféra ne pas arrêter le mal à ses débuts, et on le laissa se développer en toute quiétude, se bornant à le combattre de quelques simples cachets d'aspirine quand l'accès de fièvre devenait trop violent. On usa de remèdes « de vieilles femmes », quand l'ablation s'imposait! Ils donnèrent les résultats que donne un cautère sur une jambe de bois.

Il fallait, il est vrai, ménager les susceptibilités. Il fallait ne pas courir le risque de contrarier certains intérêts, qui pour ne pas être peut-être très légitimes, n'en étaient pas moins avantageux. Il fallait ne pas s'immiscer dans « les affaires des autres », pour qu'il ne prenne pas aux « autres » la mauvaise idée de s'immiscer dans les affaires d'autrui. Il fallait tant d'autres choses encore... dont il vaut mieux ne pas parler, pour laisser dormir en paix de vieux et mauvais souvenirs.

Les offensés, les victimes avaient beau crier « au secours » et demander, avec la force que donne le désespoir, qu'on vienne arrêter le « voleur » qui s'était introduit chez eux, on restait, béatement, chez soi, et on prenait l'attitude courageuse d'un témoin d'un meurtre, qui prétend n'avoir rien vu pour « ne pas avoir d'ennui ».

On verrait bien les événements qui suivraient. Pour l'instant il importait de sauvegarder les « intérêts » présents, sans se préoccuper des « intérêts » futurs, sans penser qu'ils pouvaient être contraires.

Point n'était question, pour déterminer la ligne de conduite à adopter, d'idéal ou de dignité. Ils ne manquait pas de raisonnements subtils pour justifier un tel abandon, et on savait les exploiter en termes excellents.

On verrait bien... On a vu en effet. On a vu à quoi a abouti cette aberration et ce manque de fidélité aux principes, qui ne devaient servir qu'à étourdir les peuples dans les moments calmes, et a permettre, à l'abri de cet étourdissement, à certains intérêts particuliers de prendre une importance souvent considérable.

On n'a pas osé intervenir, entre autres, dans l'affaire d'Ethiopie, on n'a pas osé intervenir dan sl'affaire d'Espagne, qui étaient les premières ramifications du cancer.

L'hécatombe gigantesque, presque titanesque, s'en est suivie, ainsi que l'incendie si vaste que l'Europe n'a pas suffi à son développement.

On aurait pu croire alors que la leçon — et quelle leçon! — aurait porté. On aurait pu penser que des enseignements auraient été tirés. On aurait pu espérer qu'après avoir constaté les ravages du mal on se serait empressé de s'employer au moins à détruire jusqu'au dernier germe, jusqu'au dernier microbe, jusqu'au dernier miasme.

On aurait, oui, pu penser, croire, espérer tout cela, parce que c'était logique, parce que c'était normal. C'est du moins l'avis de ces citoyens « moyens » qui composent les peuples. Ce n'est, hélas! pas l'avis de ces êtres « supérieurs » qui régissent les peuples.

Les décisions prises dans des suites de conférences qui eurent lieu aux quatre coins du globe, sur terre ou sur mer, furent bien inspirées cependant par cette logique. Mais nous étions, l'Europe entière était en guerre. Il importait alors d'exalter le courage de ceux qui la faisaient en combattant et de ceux qui la subissaient dans des souffrances multiples et continues. On leur jetait, en pâture, ces grandes idées de Liberté pour tous les peuples, de Fraternité et d'Egalité entre tous les peuples.

Les peuples devaient être libres de choisir leurs régimes politiques.

Les peuples devaient être solidaires les uns des autres pour faire respecter la liberté de chacun d'eux.

Les peuples, qu'ils soient grands, petits ou moyens, devaient être égaux dans leurs droits.

Et les peuples pleuraient d'émotion et d'espoir!

Si l'on croit à la sincérité de ces décisions — et rien ne permet d'en douter — on doit, par contre, reconnaître qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et qu'à l'exécution ces décisions paraissent infirmées ou caduques.

Ne prenons pour exemple que le cas de l'Espagne, qui n'est, certes, pas seul, mais qui est spécifiquement typique.

L'Espagne, en effet, avait librement, régulièrement, légitimement et calmement choisi le régime sous lequel elle voulait vivre. C'était la République. Aucun doute à ce sujet, puisque le roi Alphonse XIII, constatant la régularité des opérations électorales et la clarté des votes émis, s'expatria de son plein gré, sur-le-champ, sans qu'il fut d'ailleurs porté une main sacrilège sur son auguste personne.

Le fait est acquis et devrait suffire.

Il aurait amplement suffi si, dès la libération de l'Europe du joug allemand, on avait voulu appliquer la décision des « Grands ». Mais si le temps a passé, il n'a pas été perdu pour tous.

Et l'on en arrive, pour passer à l'exécution que TOUS LES PEUPLES DEMANDENT, à faire de la procédure, qui est, chacun sait ça, les refuges de tous les mauvais plaideurs.

Le peuple espagnol est alors prié, avec instance, mais aussi avec une condescendance touchante et charitable, de faire à nouveau connaître ses désirs.

Les centaines de mille morts pour la défense de la République, n'ont-il pas, en mourant, exprimé clairement leur opinion? Les centaines de mille exilés volontaires fuyant devant un dictateur imposé par des forces étrangères maudites par le genre humain, ne donnent-ils pas la preuve éclatante de leur opinion républicaine? Les Espagnols assassinés tous les jours dans les prisons franquistes, après avoir été torturés, ne meurent-il pas sans défaillance pour leur idéal?

Oh! sans doute, le peuple obéit. Petit à petit, il se soulève et conquiert, une deuxième fois, son droit à la liberté. Les prisons à nouveau se peuplent, le sang à nouveau coule.

Voilà le résultat acquis. Est-il besoin d'enquête pour s'en convaincre?

Pendant ce temps, Franco, le petit et dernier dictateur, rit sous cape, et brave les « grands » vainqueurs qui représentent la barbarie et la brutalité, s'il faut ajouter foi à un passage d'un de ses derniers discours où il dit : « Nous avons raison et Dieu est avec nous. Dieu ne veut pas que la barbarie et la brutalité nous gouvernent. »

Quant à la Fraternité — selon une interprétation revue et corrigée peut-on dire — elle consiste à ne pas regarder hors de chez soi et à ne rien entreprendre qui puisse venir en aide aux voisins. Le « débrouille-toi tout seul » des temps présents fait le pendant au « chacun pour soi et Dieu pour tous » des temps assez lointains et assez vieux pour qu'on eut pu les croire révolus.

L'Espagne est ainsi abandonnée à son triste sort sous le fallacieux prétexte qu'il importe de ne pas « s'immiscer dans les affaires intérieures des peuples », même s'ils demandent aide et assistance pour se débarrasser d'un fléau.

L'Egalité, elle, pourrait engendrer de tels maux qu'il vaut mieux la comprendre pour soi dans le sens d'égalité avec les heureux, sans se soucier de ceux qui, eux aussi, veulent être heureux.

Plus d'Hitler, plus de Mussolini, en un mot plus de nazisme, plus de fascisme... Quant au franquisme, poubelle des deux autres... attendons. Ainsi, l'Espagne, n'a pas le droit d'être en démocratie, comme les autres.

Elle n'en a pas le droit, parce qu'elle n'en a pas le pouvoir et que l'appui qu'elle demande pou ravoir ce pouvoir on le lui marchande, avec une astuce savante et en invoquant des principes sacro-saints, trop élevés, sans doute, pour qu'ils puissent être atteint.

Certains diplomates, on le voit, ne se croient pas liés par des textes. Plus le fond en est généreux, plus les termes pour eux prêtent à interprétation.

Le danger que présentent une telle conception et un tel état d'esprit est grave, très grave.

L'Europe — encore une fois après l'Espagne — ne le court-elle pas?

François DONNEZ

LA VIE ÉCONOMIQUE

La population de l'Espagne

Les études démographiques prennent de plus en plus d'importance et leur intérêt grandit de jour en jour. Les tableaux de statistiques alignent de plus en plus longuement leurs chiffres pour donner tous les renseignements utiles permettant de pénétrer à fond le grand problème de la population.

Les phénomènes ne se produisent qu'après une assez longue évolution et leurs effets n'apparaissent que lorsque une génération est remplacée par une autre. Il y a cependant des esprits assez clairvoyants qui arrivent, entre-temps, à en dégager les rythmes et les signes intermédiaires.

La détermination de l'équilibre de la population dans les conditions politiques et économiques de chaque pays, ainsi que l'influence de certains facteurs caractéristiques, constituent un large champ d'étude sur lequel se penchent avec passion de savants spécialistes.

Le nombre de démographes qui, aux Etats-Unis, en Angleterre et en Allemagne, se chiffrent par dizaines et même par centaines, sont peu nombreux en France et encore moins en Espagne, où il ne s'en trouve que deux, plus spécialement géographes, dont l'un est Dantin Cerezeda.

Si l'on veut créer un courant d'opinion servant de base à une politique démographique, il faut évidemment commencer par faire connaître les chiffres qui s'y rapportent et faire valoir, pour aussi simplement que ce soit, quelques considérations générales qui puissent servir d'introduction et, pour ainsi dire, de premier regard sur la question.

La discrimination de la valeur relative des chiffres et l'étude de la population maximum et optimum, qui présente un si grand intérêt et dont Cantillon est le précurseur, sont deux choses bien difficiles en ce qui concerne l'Espagne, en raison des conditions économiques de la vie espagnole et aussi des différents coefficients qui interviennent.

La curiosité de connaître la population des pays naquit, au temps des anciens empires, des besoins de disposer de soldats. Ajoutez-y l'intérêt qu'il y avait à connaître d'avance le rendement possible des impôts, ainsi qu'il fut fait en Egypte — Hérodote, dans son Histoire, nous rapporte que des recensements de population se faisaient couramment en Perse et dans les autres monarchies orientales.

En Espagne, le « Becor de Bebetrias » fut précédé de très peu par le « Deoomsdeay Book » de Guillaume d'Angleterre. Dans le livre espagnol, on a annoté les seigneuries de Castille, sur l'ordre des Cortes Valladolid réunies par Pierre Ier, en 1351.

Les rois catholiques firent un recensement de tous les habitants de leur royaume en 1482. Il est curieux de constater qu'à cette époque le recensement se faisait par « feux familiaux », dont le nombre arrivait à 3.5 millions, c'est-à-dire à peine à 8 millions d'habitants.

C'est en 1768, sous le roi Charles III, que le comte d'Aranda fit le premier recensement. Sans être des plus systématiques, il n'en présentait pas moins un progrès très sensible par le sérieux et la méthode qui y présidèrent.

Plus tard, Isabelle II créa en 1857, le service de recensement qui dénombra 15.5 millions d'Espagnols.

L'accroissement de la population continue à un rythme décennal de 900 mille habitants, pour décroître un peu en 1887, pour remonter et arriver, de 1930 à 1940, à une poussée permettant de chiffrer les habitants à 2.314.000, malgré la saignée faite dans la population par la rébellion franco-phalangiste.

En un peu plus de deux siècles dont la population de l'Espagne s'est accrue de plus de quatre fois. On estime généralement qu'il y a, à l'heure actuelle 27,5 millions d'Espagnols, on calcule qu'en 1937 cette population sera portée à 32 millions.

Le service général des statistiques espagnoles a été remanié à plusieurs reprises depuis sa création en 1873. Tout dernièrement même, les différents services ont été centralisés et unifiés, et rattachés directement à la présidence du gouvernement, par ordre ministériel du 3 janvier 1946.

Il est assez curieux de remarquer que, d'après les chiffres du recensement de 1940 (27.877 sujets) le nombre d'Espagnols nés à l'étranger compris dans ce recensement, est de 155.000, parmi lesquels 32.800 sont nés en France, 26.000 au Portugal, 25.000 au Mexique et 19.700 en Argentine.

Il n'est sans doute pas besoin d'indiquer que ces chiffres sont bien au-dessous de la réalité. En effet, par suite des relations — plutôt relâchées — entretenues par les milieux des exilés avec les consulats, auxquels les phalangistes ont eu le grand tort de donner un caractère partisan, il y a quelques dizaines de milliers d'Espagnols, grand et petits, qui n'ont pas été recensés.

Même en tenant compte de ces réserves, il est intéressant de noter qu'à Barcelone demeurent 25.195 Espagnols nés à l'étranger; à Madrid 13.979; à Pontevedra, 10.000; à Soria et Ségovia seulement dans chacune 207.

On se trouve en face d'un grand changement d'aspect de la structure de la population espagnole, que la République, une fois rétablie, devra étudier dans ses causes profondes, de même qu'elle devra tenir compte des répercussions économiques inévitables qui en découlent.

Une forte tendance se manifeste à diminuer le nombre des Espagnols se livrant aux travaux de la terre et à augmenter, par contre, celui de ceux employés dans l'industrie.

En 1900, les 62,3 % d'Espagnols travaillaient la terre, d'une façon ou d'une autre, tandis que seulement 14 % travaillaient dans l'industrie. D'après le recensement de 1910, les travailleurs de la terre ne représenteraient plus que les 56,2 %, tandis que les travailleurs de l'industrie, en augmentation, arriveraient à représenter le 15 % de la population. Cette tendance continue de s'accroître et les conséquences de la rebellion ne font, bien entendu, que l'accentuer.

Il y a un mouvement marqué d'abandon des campagnes — c'est la fuite vers les grandes villes, motivée non seulement pour des raisons d'ordre économique, mais aussi, et certainement surtout, pour des raisons strictement politiques. C'est ainsi que la ville de Cuenca passe de 17.000 habitants en 1936 à 28.000 en 1942; Burgos, dans le même temps, de 40.000 à 60.000; Tolède, de 25.000 à 37.000, et Palencia de 16.000 à 36.000.

Bien entendu, un tel mouvement de population ne va pas sans avoir des répercussions importantes dans plusieurs secteurs de la vie elle-même et a des conséquences nombreuses, qui ne sont pas toujours agréables.

C'est aussi qu'il est le point de départ d'une crise de logements qui sévit aussi en Espagne avec autant d'acuité qu'ailleurs, si ce n'est pour les mêmes causes. Aussi, l'investissement de capitaux dans de nouvelles constructions a été, pour 1942, de 296 millions rien que dans les grandes villes. Parmi celles-là, Barcelone a dépensé 42 millions, Bilbao, 39 millions et Valence 36 millions.

Rien que par son titre, on peut voir que le facteur mariages, naissances, mortalité, constitue un résumé très clair et édifiant de la vitalité d'un peuple.

Jusqu'a un certain point, il est vrai, et grâce, en particulier, aux progrès de la science, on peut parfois agir avec des chances de succès sur la mortalité et diminuer, dans des proportions non négligeables, ses terribles ravages.

Quant aux mariages et aux naissances, bien que constituant, hélas! un complexe fort compliqué, il n'est pas douteux que les hommes d'Etat ne doivent jamais les perdre de vue, pour pouvoir tirer de leurs chiffres les conclusions qui s'imposent, et, si possible, apporter des remèdes.

A titre indicatif et sans nous étendre dans de grands développements, nous allons donner quelques chiffres de coefficients, qui constituent, en somme, les véritables caractéristiques d'un pays.

Coefficient des mariages. — Le coefficient moyen a été, en Espagne, pour 1942, de 7,10 pour mille. Il a été le plus élevé à Orense, avec 8,83; le plus petit à Alicante, avec 5,84. Valencia arrive juste avant, avec 5,86, puis Madrid avec 6,25 et Barcelone, avec 6,37.

Coefficient des naissances. — Le coefficient moyen a été, en 1940, de 24,3 par mille. D'après les statistiques sur lesquelles nous travaillons, il est supérieur au coefficient de vingt autres nations. L'Espagne occupe ainsi la deuxième place, la première étant occupée par la Roumanie, avec 26,5 par mille.

En 1941, le coefficient moyen est descendu à 19,5 par mille et passe après la Bulgarie, la Finlande, l'Italie, la Lettonie et le Portugal.

Dans la péninsule, le plus gros coefficient est détenu par Las Palmas, avec 33,53 par mille et le plus petit par Barcelone, avec 12,12 par mille. Il est à remarquer que les quatre départements espagnols qui ont la plus petite natalité sont les riches et beaux départements catalans : Lérida, avec 14,39 par mille; Taragone, avec 13,54; Gerone, avec 12,26, et Barcelone, avec 12,12, comme nous l'avons déjà indiqué.

Coefficient de mortalité. — Le coefficient moyen de la mortalité, en Espagne, au cours de l'année 1940, a été de 16,5 par mille. Le coefficient le plus élevé en Europe, celui de la Roumanie, était de 19,2 par mille et le plus bas celui des Pays-Bas, avec 9,9 par mille. Pour l'Espagne, le plus petit était celui de Sana Crux de Tenerife, avec 11,85, et le plus élevé celui de Huelva, avec 19,54, toujours pour mille.

Au cours de l'année 1942, le coefficient moyen a été, pour toute l'Espagne, de 14,60 par mille. Celui de Madrid était de 14,46 par mille; celui de Barcelone, 14,01. Valence était la capitale, avant la plus faible mortalité, puisqu'elle n'atteignait que 13 par mille. Par contre, Tolède était la capitale ayant la plus forte mortalité, puisqu'elle arrivait à 23,36 par mille. Le département de Lérida, cette même année, était le département ayant le plus petit coefficient, avec 12

B.D.I.C

Au Conseil de Sécurité

DEBATS PASSIONNES sur l'affaire espagnole

(Suite de la page 1.)

Franco a saisi au vol la proposition du délégué australien et pour dissimuler, il a envoyé cette note à l'Angleterre, aux Etats-Unis, l'Egypte, la Hollande et le Brésil. Mais non à l'Australie. Il ne l'a pas envoyée non plus à la Russie, au Mexique, à la Pologne et à la France. Pourquoi? Pour des scrupules diplomatiques? La France entretient encore des relations diplomatiques avec l'Espagne. Peut-être que Franco pensait que si la proposition était acceptée la commission serait seulement formée par les pays invités et les autres en seraient exclus; ils seraient des témoins ennuyeux et difficiles à tromper.

Dans une note, dont le texte n'a pas encore été publié, Franco, d'après l'agence Reuter, suggère qu'il y a un réel danger d'incidents de frontière qui seraient provoqués par des plans d'un coup militaire d'éléments « extrémistes » espagnols en combinaison avec les communistes français.

« Les observateurs politiques londoniens considèrent cette note comme une réponse directe à l'accusation du délégué polonais. Le but du gouvernement espagnol apparaît n'être qu'une tentative d'exploitation des divergences parmi les Alliés dans le débat sur l'Espagne pour obtenir des avantages en faveur du régime actuel.

» Des informations de New-York dit la même agence, affirment que cette note suggère aussi que le gouvernement des Soviets est impliqué dans les supposés plans d'agression contre l'Espagne. On n'a pas envisagé encore, en Angleterre de répondre à cette note. Cependant bien qu'il n'y ait eu aucun commentaire officiel sur son contenu, on pense généralement à Londres que, d'après la politique anglaise qui a décidé de ne rien faire pour renforcer le régime du général Franco, le gouvernement anglais montrera une extrême répugnance à prendre une décision quelconque qui puisse être interprétée comme une aide à ce régime. »

« On fait remarquer dans les cercles politiques que cette note, loin de renforcer l'affirmation du gouvernement espagnol selon laquelle la question du régime en Espagne est purement du ressort intérieur, peut donner de nouveaux arguments à ceux qui affirment que les dérivations de la lutte politique en Espagne sont susceptibles d'amener à des complications internationales. »

A cette note publiée par le « Daily Mail » du 20, on peut ajouter la phrase du « Times » du même jour qui dit que « la note de Franco peut avoir un effet contraire à celui qu'il en attend, car elle renforce la thèse polonaise lorsqu'elle affirme qu'entre la France et l'Espagne il y a des motifs de friction c'est-à-dire de danger pour la paix. »

La 37e séance de Conseil de sécurité s'est ouverte hier soir à 21 h 10 (heure française). L'ordre du jour comporte l'examen de la question espagnole et d'autre part le rapport du secrétaire général concernant les pouvoirs des membres du Conseil.

Une proposition australienne

Le colonel Hodgson, délégué australien, propose que le régime franquiste soit invité à présenter un rapport devant la commission spécialement chargée de l'enquête sur la question espagnole. Cette commission, composée de cinq membres, aurait à répondre aux trois questions suivantes :

1. L'existence du régime franquiste présente-t-elle un intérêt international ou est-elle seulement une question d'ordre intérieur;

2. La situation espagnole peut-elle entraîner des désaccords entre les nations?

3. La prolongation de cette situation peut-elle menacer la paix et la sécurité du monde?

Seul, le Conseil pourra prendre des décisions sur les mesures éventuelles à adopter.

Les U. S. A. acceptent...

M. Stettinius, déégué des U.S.A., précise que son gouvernement acceptera la proposition australienne et ajoute que les informations recueillies en Espagne par le gouvernement américain ne concordent pas avec les accusations formulées par la Pologne.

M. Stettinius demande surtout une enquête sur la présence des nazis en Espagne — 2.200 d'après lui.

La Russie proteste

M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S. prend la parole. Il estime que la politique de non intervention proposée par certains membres du Conseil est identique à celle de la S.D.N. à l'égard d'Hitler et de Mussolini.

« Demander l'établissement d'une commission d'enquête n'est qu'une répétition des méthodes qui ont déjà fait banqueroute » ajoute-t-il.

M. Gromyko conclut en se prononçant contre la création d'une commission d'enquête.

Ensuite, les délégués hollandais et brésilien se sont prononcés en faveur de cette commission.

Une proposition française

M. Bonnet, délégué de la France, se déclare d'accord avec la proposition australienne, mais il demande que le délégué australien supprime les trois questions y figurant qui semblent tendancieuses et ne reflètent pas tous les aspects du problème.

Il demande également que le délégué australien insère à la fin de sa proposition les mesures que le conseil devrait prendre éventuellement à la suite de l'enquête et enfin que le conseil, tout en prenant une décision provisoire, exprime néanmoins sa sympathie et son amitié au peuple espagnol.

Le délégué de la Pologne prend ensuite la parole, demande l'intervention du Conseil contre le général Franco. Il consent cependant à la création d'une sous-commission chargée d'en établir les bases.

MM. Hodgson et van Kleffens s'y opposent tour à tour; sir Alexander Cadogan, délégué britannique se déclare en faveur de la proposition australienne et demande à M. Gromyko de ne pas s'y opposer. Celui-ci se déclare d'accord pour la création d'une sous-commission si elle permet d'aboutir à l'unanimité des membres du Conseil et si elle est conforme à la proposition polonaise.

M. Bonnet propose que le Conseil s'ajourne jusqu'à aujourd'hui afin qu'un sous-comité de rédaction puisse étudier sa proposition et celle de M. Langes et les faire accorder avec l'amendement australien.

Le Conseil de sécurité s'est séparé sans avoir pris de décision sur les questions discutées au cours de la séance d'aujourd'hui.

Le président a conseillé aux délégués français, australiens et polonais de mettre au point leurs amendements respectifs après s'être consultés, étant donné qu'ils ont tous manifesté leur désir de conciliation.

La séance est levée à 0 h. 39.

Le Courrier de réfugiés

✪ G. Guerra desea conocer urgentemente el paradero de Manuel Mugica. Dirigirse : Hôpital du Perron, salle Sainte-Marie, Pierre-Bénite (Rhône).

✪ Antonio Cabrera, 6 bis, passage de Montenegro, Paris (XIX) quisiera conocer el paradero de Isabel Pavon, de Villanueva de San Juan (Sevilla).

✪ La Asociacion de Mujeres republicanas, debiendo efectuar un acto en commemoracion del XV aniversario del 14 de abril consistente en la entrega de un donativo a las afiliadas que perdieron algun familiar durante los anos de exilio (padres, hijos, esposo o hermanos), asi como repartir juguetes y golosinas a los hijos de las mismas nacidos en el destierro, ruega a aquellas de sus adherentes que, encontrándose en uno de estos casos, no lo hayan hecho ya, que se dirijan urgentemente a la presidenta : Dona Blanca R. Fontecho, 2, rue de La Pinte, Perpignan (Pyrénées-Orientales).

✪ Todos los jôvenes estudiantes o aspirantes al ejercicio de profesiones docentes (refugiados espanoles) que deseen reintegrarse a sus estudios para una adaptación inmediata con miras a nuestro retorno a Espana y a tal fin, beneficiar del apoyo moral y material que por mediación del Centro, se pueda conseguir, deben facilitarnos con urgencia a nuestra dirección, « Centro de Estudios Toulouse - Barcelona », Comissión de cultura y educacion, 1, boulevard d'Arcole, Toulouse, los datos siguientes : nombre y apellidos, lugar y fecha de nacimiento, estudios efectuados (en Espana y en el extranjero), horas disponibles en caso de trabajo, situación de familia, actividad actual y aspiraciones para el futuro, y las senas para dirigir la correspondencia.

ARRESTATIONS D'ANTIFRANQUISTES A MADRID

Madrid. — La police franquiste vient d'arrêter le secrétaire général du « Banco Central », ainsi que sa secrétaire, tous deux accusés de détention de propagande antifranquiste. — (Ider Presse.)

CONFERENCES

La Catalogne dans la politique générale espagnole. Une conférence de M. Tarradellas

Le secrétaire général de la Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de la Catalogne), Josep Tarradellas, a parlé dimanche dernier à Toulouse sur le rôle de la Catalogne dans la politique générale espagnole. En rappelant l'influence spirituelle constante, quoique souvent involontaire, de la Catalogne au cours d'une longue période, il s'est montré partisan d'une intervention active et directe dans le futur, visant même à la direction des affaires dans toute l'étendue du pays.

« La Catalogne, a-t-il dit, est un peuple toujours répugnant à se soumettre, mais qui pactise volontiers. La Gauche républicaine, dit-il, est l'héritière d'une tradition politique de quarante années. »

Il rappelle l'histoire du mouvement catalaniste, issu d'une sorte de réaction de renaissance contre le sentiment de désaccord national après le désastre colonial. Depuis lors, tous les mouvements qui se sont succédés en Catalogne ont eu comme impulsion le désir de se mettre à l'avant-garde de la politique générale espagnole et non pas à sa suite.

M. Tarrandellas fait un parallèle des mouvements politiques dirigés par Prat de la Riba et Cambo, les mouvements sociaux de Salvador Segui et Angel Pestana, et les mouvements spirituels de Gabriel Alomar et Marcelli Domingo, visant tous le même but interventionniste. Azorin avait déjà dit que « les nobles idées de l'Europe entrent toujours en Espagne par la Catalogne ».

La Deuxième République commit l'erreur de ne pas tenir compte de ces faits et elle méconnut les offres du président Macià par crainte d'une trop grande influence catalane. Et Macià, qui avait sacrifié la République catalane à tendance fédéraliste pour donner plus de force à la République espagnole tout court, ne fut pas compris non plus.

C'est contre la Catalogne principalement que les forces du fascisme se soulevèrent en Espagne et c'est aussi en Catalogne que se produisit le sursaut de la résistance qui, non seulement libéra totalement le territoire, mais lui permit de fournir des hommes, des armes et toutes sortes d'approvisionnements à tous les fronts de la péninsule.

« Tout ce passé, dit l'orateur, doit nécessairement conditionner l'avenir de la politique catalane et ses relations intimes avec la politique espagnole. Mais il faut être inflexibles avec nous-mêmes et ne plus vivre d'illusions. C'en est assez de la démagogie, des commémorations, des anniversaires, des célébrations et des discours, car tout cela ne sert à rien. Il faut que notre tâche à nous tous ensemble soit plus efficace. Notre sincère reconnaissance est acquise à tous les peuples qui nous aident, mais ce n'est pas seulement en acceptant la raison qu'ils nous donnent que nous rentrerons chez nous. C'est nous-mêmes qui devons faire le nécessaire. »

L'orateur résume en trois points les besoins urgents du mouvement :

1. Le gouvernement de la République doit reconsidérer toute sa politique. Il faut que ceux qui manqueraient de foi en l'avenir, laissent leur place à d'autres;

2. Elargissement de la base du gouvernement avec des représentants des forces de l'intérieur du pays;

3. Une représentation catalane beaucoup plus importante que jusqu'à présent.

« Pour cette politique, la Catalogne, dit-il, a un homme qui est le continuateur de Macià et Companys : le président Irla. »

Et il finit :

« Il faut abandonner l'esprit négatif de parti et de faction et travailler tous ensemble pour aboutir à la Fédération des peuples ibériques. »

Il ne dit pas comment il envisagerait la reconsidération totale de la politique du gouvernement de la République, et dans quel sens.

M. Pradal honore la mémoire de Largo Caballero

Le 18 avril, dans l'ancienne Faculté des lettres de Toulouse, s'est tenue une veillée nécrologique à la mémoire de l'ancien président du conseil des ministres de la République espagnole, M. Francisco Largo Caballero.

Cette séance était organisée par le parti socialiste ouvrier espagnol, l'Union générale des travailleurs et les Jeunesses socialistes. Mlle Carmen Largo, sa fille, occupait la présidence d'honneur.

Devant un auditoire très nombreux, le député socialiste espagnol, M. Gabriel Pradal, d'une façon brillante et pleine d'émotion, fit un complet exposé des différents aspects de la vie de l'illustre leader du parti socialiste. L'orateur, dans un tableau saisissant de la vie remplie de foi et de fermeté de Largo Caballero, souligna que depuis sa rentrée au syndicat jusqu'à ses derniers jours d'exil, où il est mort comme une victime de plus du fascisme international, il a lutté sans cesse pour défendre les intérêts et l'idéal de la classe ouvrière.

Une grande ovation accueillit les dernières phrases de M. Pradal pour sa belle conférence.

Des délégations de tous les partis et organisations assistaient à cette manifestation, ainsi que des nombreuses personnalités politiques, dont nous ne donnons pas les noms par manque de place. Nous adressons nos sincères félicitations au conférencier. — F.

L'Espagne Républicaine

est en vente à :

FRANCE

Dans les librairies des gares principales et dans tous les kiosques.

ALGERIE :

Rafaël Soria
5, rue Lourmel
ORAN (Algérie).

ANGLETERRE :

The Continental Publishers et Distributors Limited
Bedfod-Street
LONDON W. C. 2

BELGIQUE :

Louis de Diègo Pèrez
163, rue Montigny
Compte chèque postal n. 7714-65
CHARLEROI (Belgique)

TCHECOSLOVAQUIE

Jtalskà 36
PRAGUE XI

MEXIQUE :

F. Carreras Roura
Ateneo Salmeron
Tucuba, 15, altos
MEXICO D. F.

SUISSE :

Association « Epagne Libre »
Case post M. B. 173
GENEVE (Suisse).

Maisons qui en ont l'exclusivité

Abonnez-vous à l' « Espagne Républicaine »

NOUVELLES D'ESPAGNE

LES ARRESTATIONS DE MILITAIRES ANTIFRANQUISTES CONTINUENT

Madrid. — Le colonel Diaz Varela a été arrêté par la police franquiste le 5 avril.

Le colonel Diaz Varela fut officier d'ordonnance de M. Santiago Casares Quiroga, ancien premier ministre de la République espagnole. — (Ider Press.)

LA REPRESSION A BILBAO

Bilbao. — Durant ces derniers jours, plus de 400 personnes ont été arrêtées et emprisonnées dans les geôles de Bilbao.

On compte parmi elles de nombreux républicains qui se trouvaient en situation de liberté provisoire. — (Ider Press.)

Madrid. — La presse franquiste publie la nouvelle qu'un ouvrier antifasciste, Emiliano Soto, a été électrocuté au moment où il se disposait à placer un drapeau républicain sur un câble à haute tension. — (Ider Press.)

Madrid. — Le ministère des travaux publics a autorisé la mise en adjudication des travaux de réparation des routes dans quarante et une provinces. Le total se monte à 192 millions de pesetas.

Madrid. — Depuis plusieurs jours circule à l'intérieur de l'Espagne un document révélant les méthodes de terreur employées par le régime franquiste et dénonçant les tortures auxquelles sont soumises les victimes de Franco. — (Ider Press.)

Desde una silla de Canaletas

HAGAMOS LA CAMA NOSOTROS MISMOS. — Resulta dificil hablar de lo que aqui pasa, ya tan habitual dentro de su monstruosidad cotidiana, cuando en Nuea York, a seis mil quilómetros de distancia, están hablando de nosotros; pera quizàs os interese saber que, pese a todas nuestras ilusiones, sin cesar renacientes, aqui, entre nosotros, comienza a ser recordado con frecuencia aquel refràn catalàn « Si vols estar ben servit, fesle tù mateix el llit ».

Y acaso convenga recordar, asi mismo, que en Espana tenemos la costumbre de hacer la cama después de batirla hasta dejarla sin polvo.

ESCOBAS CAIDAS. — Las calles de Barcelona han estado estos dias llenas de manifiestos de la « Alianza Democràtica », conmemorando el 14 de abril, y de banderas catalanas y republicanas, colgando de los lugares màs insospechados.

Y han estado también llenas de basura. Porque los barrenderos del Ayuntamiento, hartos de cobrar ocho y diez pesetas por dia, segùn su antigüedad en el empleo, han hecho huelga de escobas caidas. Y los falangistas, siempre peripuestos dentro de sus camisas azules, no han salido a hacer de esquiroles.

OHENTA MILLONES. — A la salida del Consejo, el ministrro de Educatiòn Nacional ha declarado que el Estado habia concedido un crédito de ochenta millones de pesetas para la construcciòn de parroquias y seminarios.

También ha declarado que el Consejo se habia ocupado de poner remedio a la cuestiòn de abastos y que habia decidido emplear una suma considerable a fin de poner los alimentos de primera necesidad al alcance de todas las bolsas. Pero no ha precisado cuàntos milones destinan a esto ùltimo.

Es aquello que deben decirse los obispos : « Vale màs pàjaro en mano... » y que los demàs espanòles los que no llevan mitra, deben acabar : « ...que ciento volando ».

ESCUELAS. — A veces los periodistas ensenan el lafon. Y hasta la camisa. Por ajemplo este senor que no firma, en « Destino », y que habla de teatro. Y que dice, refiriéndose a una comedia de Shakespeare : « Les ilustraciones musicales son de un músico que, aunque judio, es bastante discreto... » Y luego : « La direcciòn se concede sus licencias modernistas a lo Pitoef y hasta a la Piscato — otro hebreo —... »

Como se vé, en Espana, bajo Franco, nunca ha habido antisemitismo. Nunca, basta ahora, en todo caso.

UNA VISITA. — Ha pasado por Barcelona y por Madrid, a pesar de que la prensa no lo ha anunciado, un tal Mister Horsefall Carter. Este señor es un secretario de la secciòn de informaciòn de la secciòn espanola del Foreing Office.

Ha venido simplemente a informarse « de visu ».

Su nombre, Horsefall, quiere decir « Caida de caballo ». Esperemos que M. Horsefall, por fin, harà caer del burro a sus superiores de Londres.

VICTOR

Barcelona, abril 1946.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A détacher — après l'avoir complété et signé — et à envoyer, sous enveloppe affranchie, à « L'Espagne Républicaine », 57, rue Bayard, Toulouse, ainsi que le mandat de 60 francs.

M .....

Adresse .....

.....

déclare souscrire un abonnement de trois mois à « L'Espagne Républicaine » à dater du .....

Signature de l'abonné.

RESUMEN SEMANAL de noticias de prensa

— El diario italiano « Giornale Della Sera » informa que el cadàver de Mussolini, que habia sido desenterrado y se daba como desaparecido, ha sido enterrado en Predapio, pueblo natal del tirano de Italia. Por otra parte se precisa que el cerebro del ex Duce habia sido depositado e nel Instituto médico-legal de Milàn, que habia cedido una parte al de los Estados Unidas. — L'E. R.

— El Congreso de Sindicatos del ramo de Petroleos, celebrado en Caracas, ha exhortado a todos los obreros de la industria petrolera de Venezuela a que se nieguen a cargar petroleo en los barcos destinados a España. — IDER PRES.

— En los medios diplomàticos de Praga se pone de manifiesto la extrañeza de que el Gobierno de la Repùblica Española no salga al paso de campañas tendenciosas y a tituladas representaciones de la legalidad por personas cuyas déclaraciones pùblicas pueden ser nocivas a una futura y casi inmediata relación oficial entre Checoslovaquia y la España republicana. — L'E. R.

— En Brno, capital de Moravia, se ha clausurado el 14 de abril la exposición de artistas republicanos españoles. La exposición ha sido muy visitada. — L'E. R.

Parece ser inminente el reconomiento del Gabinete Giral por el Gobierno de Praga; determinación que probablemenet coincidirà con analoga resolución de algun pais vecino. — L'E. R.

— El Instituto Español e Iberoamericano de Praga ha solemnizado con una velada el 14 de abril, leyéndose sendos mensajes del Presidente de la Repùblica Española y del jefe del gobierno, Sr. Giral. El profesor Lluch explicò al auditorio los acontecimientos de 1931 e hizo hincapié en que nuestra bandera tiene tres colores, y no uno solo; que sus franjas son de iguales dimensiones, por lo que nos puede prevalecer uan de ellas sobre las otras y en que nos debe desdibujarse desde lejos la verdadera fisonomia de la Repùblica Española. « El mejor prismàtico — dijo — para percibir con claridad sus contornos està en ponerse al lado del gobierno auténtico, legal y ampliamente representativo. » — L'E. R.

Cette semaine vous trouverez dans

COLOMBA

Des renseignements inédits sur l'activité des trusts nazis chez Franco

ABONNEMENTS: 3 mois, 75 fr.; 6 mois, 145 fr.; 1 an, 290 fr.
4, rue Albert-de-Mun, Paris (16e)

LES FAIBLESSES DES GRANDS HOMMES

Roosevelt fut-il l'ami ou l'adversaire de l'Espagne républicaine ?

Le 12 de ce mois a vu le premier anniversaire de la mort de Roosevelt que les républicains espagnols ont dû pleurer. Parmi tous les chefs d'Etat et premiers ministres adversaires de l'Allemagne, c'est à lui, sans doute, qu'ira le souvenir de plus grande irradiation mondiale. Churchill sera le héros de l'Angleterre, de Gaulle de la France, Staline de la Russie, mais Roosevelt représentera toute l'ampleur de la guerre, car ni Churchill, ni de Gaulle, ni Staline, quittèrent leur Europe pour pénétrer dans tous les continents en flammes, tandis que Roosevelt abandonna son continent — paradoxe historique — pour remplir le Pacifique, envahir l'Europe, débarquer en Afrique, s'emparer de l'Océanie et pénétrer en Asie. Il a échu aux Etats-Unis de porter la guerre dans les cinq parties du monde et Roosevelt l'a préparée avec une vision d'une lucidité extraordinaire.

Sur le fond de l'Histoire future, se détacheront Staline, pour la signification spéciale de la victoire russe, et Roosevelt pour l'universalisme de la sienne; Staline sera, à la manière de Napoléon, le marxisme à cheval, Roosevelt le triomphe intégral, politique et technique, de la démocratie capitaliste. Pour ce, parce que ce sont deux hommes universels, nous devons nous préoccuper de l'attitude qu'ils adoptèrent envers l'Espagne. Celle de Staline est connue. Celle de Roosevelt ne l'est pas.

Sumner Welles, dans un article résonnant, a posé la question, accusant le département d'Etat d'avoir commis la grande erreur d'adhérer à la non-intervention, en 1936. Le département d'Etat, en 1936, c'était Roosevelt. Comment l'homme qui canalisait déjà l'interventionisme américain et battait les isolationnistes, ne vit-il pas l'énorme transcendance de la guerre espagnole pour l'action italo-allemande? Comment le puritain moraliste changea-t-il devant la transgression du droit et de la morale internationaux que représentait la mise en quarantaine d'un gouvernement légitime, en lui refusant l'armement pour réduire ceux qui foulaient la loi? Comment le grand-prêtre de la Constitution américaine put-il protéger les agresseurs d'une autre constitution, précisément républicaine? De telles interrogations que tous les Espagnols peuvent formuler peuvent entacher l'admiration qu'ils ressentent pour le grand mort. Les Etats-Unis, déjà en 1936, s'abouchèrent avec l'Angleterre contre la République espagnole. En 1946, l'accord est maintenu.

Lorsque le Mexique commença à étendre sur les républicains espagnols son admirable protection qui n'a jamais connu de vacillations ni de pauses, les Etats-Unis, présidés par Roosevelt, orientés par Roosevelt, s'opposèrent au départ d'une expédition d'armes et les bateaux dont le chargement eût peut-être modifié les faciles premiers triomphes des rebelles, lors de leur marche sur Madrid et Bilbao, furent retenus au Mexique, parce qu'entre eux et l'Espagne la diplomatie yankee s'interposa. Ainsi, les Etats-Unis, pendant la première présidence de Roosevelt, ne se limitaient pas à se montrer neutres entre un gouvernement républicain légitime et des factieux soutenus par ceux que Roosevelt savait qu'ils deviendraient fatalement ses ennemis immédiats, mais faisaient pression, avec menaces peut-être, sur une nation dans l'exercice de son droit, maintenant un commerce légal avec un gouvernement légal. « Cette conduite envers l'Espagne, ce fut l'erreur capitale du département d'Etat », affirme maintenant Sumner Welles, ancien sous-secrétaire du département d'Etat. Conscience pure, et, comme dirigeant qu'il fut des affaires extérieures, Sumner Welles lance un « J'accuse » tacite, que les républicains espagnols doivent recueillir et ne pas oublier, malgré la reconnaissance admirative qu'ils conservent de la guerre.

Ils doivent le recueillir, car dix ans après l'erreur le repentir rectificatif n'est pas venu, et, à nouveau, le vice-président de Roosevelt, et le parti de Roosevelt, persévèrent dans l'erreur de 1936. On dit qu'entre le parti républicain et le parti démocrate existent à peine quelques différences de doctrine, mais les démocrates, les rooseveltiens, sont considérés comme la gauche et les républicains comme la droite du parti bicéphale des Etats-Unis. Ainsi, comme en 1936, peut se répéter le proverbe que l'on est jamais trahi que par les siens.

Les journaux de l'Amérique du Nord ont révélé que Truman a, dans son cercle d'intimes, des personnes dont l'orientation est antidémocratique. Eh! bien, même si cela est vrai, ce n'est pas une raison suffisante pour que Truman et le département d'Etat s'écartent de la trajectoire de Roosevelt si celui-ci l'a tracée en ce qui concerne l'Espagne, dans le sens de réparer ce qui, en 1936, fut « une erreur capitale ». L'attitude de Roosevelt ne devait pas être clairement antifranquiste. Même après Yalta, il n'aura pas dû insister beaucoup auprès de ses intimes et de ses auxiliaires pour réparer les fautes commises envers l'Espagne libérale et la favoriser, quand ceux-ci, avec une tenace insistance, manœuvrent pour soutenir Franco, préférant à l'implantation des doctrines qui présidèrent la guerre, la part minime que représente pour les exportations américaines celles qui se font en Espagne. Ou bien, nous devrions en venir à la terrible et douloureuse conclusion que Roosevelt, d'une manière tacite ou délibérée, traça la politique espagnole que Truman et Byrnes imposent comme s'ils étaient des exécuteurs testamentaires.

Il faut se rappeler, pour consolider nos présomptions, que, tandis que les Etats-Unis commettaient « l'erreur capitale » de 1936, antécédent de « l'erreur capitale » de 1946, en Chine se produisait l'invasion japonaise, et le département d'Etat et Roosevelt ne firent pas jouer le « Neutrality Act » inné-cessaire et absurde appliqué à l'Espagne, et le suspendirent pour la Chine, par convenance ou par crainte. Cela conduisit à Pearl-Harbour. Où conduira la méthode Ponce-Pilate appliquée à l'Espagne? Sumner Welles le prophétise : à une nouvelle guerre. Comment surviendra-t-elle? De cent manières. Les hypothèses échaffaudées sur les réalités pourraient s'énumérer, interminables. Un incident de frontière, une demande de responsabilités contractées par Franco, formulée par la Russie, une explosion populaire en Espagne, même localisée, mais suffisamment importante pour en croire l'appui inéluctable, seraient le « casus belli » dont on ne pourrait s'esquiver. Les Anglo-Américains voudraient jouer les pompiers, mais le feu brûlerait beaucoup de notes et beaucoup de déclarations, et Bevin et Byrnes pleureraient, pour ne pas avoir prévu ce qui était une limpide évidence et avait été dénoncé par une nation de poids comme la France et un homme comme Sumner Welles, prophète de la guerre, pour l'être précisément de la paix.

Par-dessus les sentiments généraux que la guerre mit en eux, les républicains espagnols doivent conduire leur politique particulière et, de plus, analyser parmi les hautes personnalités qui dirigèrent la victoire, la participation lointaine ou proche qu'elles ont dans leurs tribulations. Grandes dans la guerre et dans leurs pays, pendant la guerre, elles n'arrivèrent pas à comprendre toute l'ampleur et la signification du drame des Espagnols. Ceux-ci, donc, peuvent bien faire leur justice. Ils ont versé trop de sang pour eux et pour la liberté de l'Europe, pour qu'on puisse leur imposer silence, même devant les tombeaux illustres.

Mario L'HOSPIED

VILLE DE BEAULIEU

Le 1er Mai 1946

Le 1er mai 1946, jour d'aide à l'Espagne républicaine, contre le régime franquiste, qui massacre des hommes aimant la liberté, est organisé par la C. G. T. et les républicains espagnols.

Grand meeting, à 10 heures, salle des fêtes.

Prendront la parole, les camarades : Royer, pour le parti socialiste S. F. I. O.; des délégués départementaux du parti communiste français et de la C. G. T.; Hernaez, pour les antifascistes espagnols, ex-combattant de la guerre d'Espagne et des F. F. I.; présidence du camarade Borie.

A la fin de la manifestation, un cortège se formera, qui ira déposer une gerbe de fleurs au monument aux morts et au cimetière.

En permanence, toute la journée, visite, à la salle des fêtes, de l'exposition, de documents, de la guerre d'Espagne et des atrocités nazies.

A 15 heures et à 20 heures, grand bal en plein air, devant la salle des fêtes, avec un brillant orchestre, buvette, etc...

Le secrétaire organisateur : HERNAEZ.

PAS POUR TOUJOURS...

Nouvelle inédite par Francisco-José MORENO

Illustrations de Géo MARC

ALUT! lança-t-il aux autres détenus en même temps que se refermait derrière lui la lourde porte métallique.

— Salut! répondit une seule voix traînarde.

Dans la pénombre du cachot, il distingua six formes assises ou accroupies et sentit six formes se river sur lui, tandis quune forte odeur de crasse et de sueur le saisissait à la gorge et lui donnait des nausées.

Un silence pesant lui permit d'entendre les respirations rythmées de ses compagnons, à mesure que ses yeux s'habituaient à l'obscurité, en essayant de discerner les détails de la cellule. Le carré étroit de la lucarne se détachait, haut dans la muraille humide. Sur le sol froid et sur le bord des grabats, les hommes, assis, semblaient dormir...

Le plus proche, un tout petit brun, leva encore son regard, curieux.

— Vol? demanda-t-il sans quitter des yeux le nouveau.

L'autre sentit le sang chaud affluer au visage.

— Non.

Il était embarrassé. Devant l'indiscrète insistance de son voisin, il expliqua :

« A l'usine... je m'suis révolté... Quand le patron a appris que j'allais partir volontaire en Espagne, il a pas voulu larguer le fric... Je l'aurais crevé... le salaud! »

— Tu partais en Espagne? dit un grand bond, en se levant. « Moi, j'y vais dans quinze jours... Si ces... messieurs me lâchent. Et toi? Combien qu't'as gagné?

— Trois mois.

— Tu pourres peut-être me rejoindre.

— Z'avez d'la veine, vous. » dit le petit brun. « Dans huit ans j'serai encore là. L'dernier des sept... si j'peux pas me débrouiller avant... Et tout ça pa'ce que j'ai tué une crapule... Pa'ce que j'ai débarrassé l'monde d'une vache... V'la. »

Il n'était pas sympathique et paraissait incapable d'avoir tué. Mais on le sentait sincère.

— Tu sais, vieux, la vie est comme ça, » expliqua un borgne frisé. « Une saloperie. Mieux tu rends service à l'humanité, plus on te condamne. Et plus on te condamne, plus tu fais l'imbécile. Regarde ces deux. Après vingt mois de tôle, ils vont s'faire casser la gueule pour les copains espagnols... Et s'ils s'en tirent... Eh bien! ils iront ailleurs, donner un coup d'main à d'autres copains... Histoire de s'faire coffrer un peu partout. »

Son œil unique fixa un type chauve à lunettes.

— Pas vrai, Prof?

Le chauve le regarda un moment, avant de répondre. Son visage laid était empreint de douceur.

— Tu as raison, camarade. Notre vie est une éternelle expression de révolte, es « hommes civilisés » prétendent nous punir, nous corriger au moyen de « châtiments exemplaires ». Ils se trompent. Leur « justice » décèle toute leur hypocrisie. Leurs « avertissements salutaires » ne servent qu'à nous faire mieux comprendre la nécessité de notre tâche révolutionnaire. Nous sommes des « individus dangereux ». Ils ont raison de le noter sur les fiches anthropométriques. « Très dangereux ». Hitler l'a parfaitement compris en créant les camps de concentration. Mais ils ne savent point combien leurs efforts seront inutiles. Ils peuvent nous voler notre liberté. Ils peuvent nous prendre la vie. Avec tout l'or de la terre, jamais ils ne parviendront à assassiner notre esprit, notre idéal. »

Un court silence se fit comme pour donner plus de force, plus de réalité à ses paroles... Alors, le petit brun se leva comme une ombre courte et s'approcha du chauve, presque à le toucher. Debout, il était un peu plus grand que l'autre assis.

— En attendant, dit-il, si notre idéal n'est pas mort, si notre esprit est libre, nous autres nous sommes ici... coffrés... Et eux, ils sont les plus forts... T'entends?... LES PLUS FORTS!... »

Dans l'obscurité, devenue complète, ces derniers mots vibrèrent comme une menace que nul n'osait contredire... Une voix cependant, calme, énergique, acheva lentement :

— Pas pour toujours... camarades.

La nuit était là. Une nuit froide, remplie de bruits de pas et de fer.

Une nuit de prison.

Sur la route brûlante, le camion chargé de miliciens filait vers le front dans une forte odeur de poussière et d'essence.

Debout, serrés sur la vaste plateforme, les volontaires fumaient et ne chantaient plus.

Issus des quatre coins du monde, ils étaient venus apporter à leurs camarades d'Espagne le plus sûr témoignage de solidarité humaine.

Parmi ces soldats sans uniforme et presque sans armes, deux hommes se sont rencontrés.

L'un est chauve. De son crâne luisant, la sueur ruisselle sur son laid visage, et la poussière brouille ses lunettes.

L'autre est blond et très grand.

Loin encore, le bruit des mitrailleuses fascistes scande l'air étouffant.

A toute allure, le camion approche des avant-gardes républicaines. Les patrouilles de contrôle le saluent au passage et les poings se lèvent de plus en plus souvent.

Après un tournant, à l'entrée d'un bois, le camion fait halte.

Abrités par des monticules, derrière les arbres ou dans des trous, les miliciens espagnols et les volontaires étrangers opposent à la force des mitrailleuses franquistes la résistance opiniâtre des fusils et des fusils-mitrailleurs.

Bien protégés par l'irregularité du terrain, ils infligent aux fascistes des pertes considérables. Cependant, l'ennemi avance lentement. Les positions occupées par les « rouges » deviennent intenables. Mais les hommes savent qu'il faut mourir plutôt que de céder un seul pouce de terre...

Soudain, le tir des troupes phalangistes diminue. Reprend. S'arrête.

Dans un silence alarmant, entrecoupé par des coups de feu isolés, les hommes attendent angoissés...

... Alors, des lignes républicaines la voix grave et puissante d'un homme s'est élevée :

« Debout les damnés de la Terre!... »

Dix voix, vingt, cent voix ont répondu dans un chœur saisissant où se sont mêlés les plus divers langages :

« Debout les parias de la faim!... »

Et dans l'espace calme de l'été, jusqu'aux postes fascistes sont parvenus les accents sublimes de l' « Internationale »...

Le premier sifflement suivi de l'éclatement assourdissant a interrompu le chant de la brigade. Les canons fascistes se sont mis à tirer. Leurs fusils archaïques n'arrêtent pas le déchainement effroyable de l'artillerie ennemie qui blesse, tue, pulvérise.

Au fond d'un fossé, sur le corps ensanglanté d'un grand blond, se penche un milicien chauve à lunettes.

Le blessé sourit tristement. En un court silence, il parvient à se faire entendre :

— Ils sont... toujours... les plus... forts...

Le visage doux et laid du milicien s'est subitement illuminé pour répondre :

— Pas pour toujours... camarade.

Mais déjà le copain est mort...

Et sur la terre bousculée par la mitraille, les forces factieuses continuent d'avancer...

Par la lucarne étroite et haute la lumière grise tombe dans l'ombre du cachot. Les hommes s'entassent dans la puanteur, sans autre travail que celui de compter les jours, les mois, les années...

Des six condamnés, trois sont liés par une amitié que le temps et les souffrances ont rendue indestructible.

Le premier est un jeune ouvrier qui s'est vu infliger sur sa condamnation de trois mois, huit ans de prison pour rebellion, dont sept sont accomplis.

Le second, un tout petit brun, inculpé d'assassinat, attend aussi sa proche libération, après dix ans de bagne.

Le dernier est maigre et laid.

Son crâne est complètement chauve et il porte des lunettes.

Les journées s'écoulent dans un indicible martyre que seul peut apaiser l'esprit fraternel dont sont munis les prisonniers.

Le détenu chauve parle lentement, avec douceur, comme dans une prière :

— Il ne faut pas nous plaindre des parasites. Sur le front de l'Ebre, nous avions des poux dans toute la compagnie. Et rien pour les combattre. Même pas de l'eau.

En Alsace aussi. Là on avait pu s'en débarrasser en quinze jours. Mais c'est surtout à Buchenwald que les poux ont fait des ravages. La typhoïde tuait les déportés par centaines. Pour enrayer l'épidémie, les nazis brûlaient les cadavres... et les malades...

— Tais-toi! dit quelqu'un dans la cellule.

— C'est extraordinaire, remarqua le jeune ouvrier, que tu sois encore là après tout ce que tu as souffert.

« Le borgne avait raison en 1937.

« Plus on te condamne, plus tu fais l'imbécile... »

— Aurais-tu agi différemment? reprit le chauve... — Crois-tu que nos douleurs aient été inutiles?... Non, camarade... l'existence du révolutionnaire est faite de cette intarissable source de sacrifices... Mais chaque sacrifice, aussi grand qu'il puisse être, entraîne un résultat positif.

Est-ce pour rien que le peuple espagnol a résisté seul, pendant trois ans contre les armées d'Hitler et de Mussolini? Est-ce pour rien que sont tombés, les premiers, les enfants de Madrid et de Barcelone? Est-ce pour rien que la France, l'Europe et l'

B.D.I.C

POÈTES DE FRANCE

LE SOMBRE MAI

Les princesses aux yeux de chevreuil passaient
A cheval sur le chemin entre les bois.
Dans les forêts sombres chassaient
Les meutes aux sourds abois.

Dans les branches s'étaient pris leurs cheveux fins,
Des feuilles étaient collées sur leurs visages.
Elles écartaient les branches avec leurs mains,
Elles regardaient autour avec des yeux sauvages.

Reines des bois où chante l'oiseau du hêtre
Et où traîne le jour livide,
Levez vos yeux, levez vos têtes,
Vos jeunes têtes humides!

Hélas! Je suis trop petit pour que vous m'aimiez
O mes amies, charmantes princesses du soir!
Vous écoutiez le chant des ramiers,
Vous me regardiez sans me voir.

Courez! les abois des meutes s'élèvent!
Et les lourds nuages roulent.
Courez! la poussière des routes s'élève!
Les sombres feuilles roulent.

Le ruisseau est bien loin. Les troupeaux bêlent.
Je cours. Je pleure.
Les nuages aux montagnes se mêlent.
La pluie tombe sur le forêts de six heures.

Paul CLAUDEL.
(Corona benignitatis armi Dei)

POETAS DE ESPAÑA

MENTIRAS DE LA EXISTENCIA

Qué triste es vivir soñando
con un mundo que no existe!
Y qué triste
ir viviendo y caminando
sin ver en nuestros delirios,
de la razón con los ojos,
que si hay en la vida lirios,
son muchos más los abrojos.

Nace el hombre, y al momento
se lanza tras la esperanza,
que no alcanza,
por que no se alcanza el viento,
y corre, corre, y no mira,
al ir en pos de la gloria,
que es la gloria una mentira
tan bella como ilusoria.

No ve al correr como loco
tras la dicha y los amores
que son flores
que duran poco, muy poco!
No ve cuando se entusiasma
con la fortuna que anhela,
que es la fortuna un fantasma,
que cuando se toca vuela.

Y que la vida es un sueño
del que si al fin despertamos,
encontramos
el mayor placer pequeño;
pues son tan fuertes los males
de la existencia en la senda,
que corren allí a raudales
las lágrimas en ofrenda.

Los goces nacen y mueren
como puras azucenas,
mas las penas
viven siempre y siempre hieren;
y cuando vuela la calma
con las ilusiones bellas,
su lugar dentro del alma
queda ocupado por ellas.

Porque al volar los amores
dejan una herida abierta,
que es la puerta
por donde entran los dolores,
sucediendo en la jornada
de nuestra azarosa vida,
que es para el pesar « entrada »
lo que para el bien « salida ».

Y todos sufren y lloran
sin que una queja profieran,
porque esperan
hallar la ilusión que adoran...
Y no mira el hombre triste
cuando tras la dicha corre,
que sólo el dolor existe
sin que haya bien que lo borre.

No ve que es un fatuo fuego
la pasión en que se abrasa,
luz que pasa
como relámpago luego.
Y no ve que los deseos
de su mente acalorada
no son sino devaneos,
no son más que sombra, nada.

Que es el amor tan ligero
cual la amistad que mancilla,
porque brilla
sólo a la luz del dinero;
y no ve cuando se lanza,
loco, tras de su creencia,
que son la fe y la esperanza
mentiras de la existencia.

Manuel ACUNA

Sept jours à Paris

Avions en Sorbonne

DESCENDEZ de Villiers jusqu'au Quartier Latin. Là aussi vous aurez une émotion américaine. Sous les plafonds noircis par le temps de la Sorbonne vous verrez des placards étincelants, des uniformes éblouissants, des tableaux avec statistiques, des projets... Les aviateurs, les hommes de science dévoués à cet art nouveau, étudient, en congrès national, tous les problèmes des ailes françaises. De la production au sport, de la météorologie au spectacle, tout y est étudié et examiné.

Et les étudiants qui font des vers — il en reste encore — crient au sacrilège tout en pensant à la possibilité, le cours fini, de retourner chez eux à dos d'un avion-taxi.

En tout cas, on peut aller à Londres sans descendre du train, car l'express « La Flèche d'or » a été rétabli.

Et on peut se submerger dans la presse et les livres anglais si vous allez au n. 38 des Champs-Elysées, où vous découvrirez la bibliothèque publique du « British Council », qui vient d'être inaugurée. La même chose vous sera facilitée par l'Amérique, au n. 20 de la rue Duphot, près de la Madeleine.

Les bibliothécaires sont si gentilles qu'on peut bien leur faire cette publicité.

Et les bouquins que vous dénicherez valent bien l'espace que nous dédions à ces deux organisations culturelles.

Retours

TANDIS que certains s'en vont, d'autres reviennent. Tel Fernand Leger, le grand peintre, qui a été accueilli avec retentissement dans les milieux artistiques... et même snobs. En Amérique, il a peint sur les murs, il a laissé des témoignages permanents du génie français. Sous peu, nous verrons en exposition sa peinture de chevalet. Et nous en parlerons.

M. Bernardo Giner de los Rios est aussi de retour, ainsi que nous l'avons déjà annoncé la semaine dernière. Il occupe un poste politique près de la Junta permanente de Estado de la Republique Espagnole. Il pourrait nous raconter des choses intéressantes. Mais son poste lui impose le silence que nous tâcherons de briser. Pour le moment, il se limite à saluer ses amis, qui sont nombreux. Et nous le saluons ici, au nom de ses nombreux amis.

Un autre retour, de papier celui-ci, est celui de « La Dépêche de Paris », dont les « leaders » sont rédigés par Herriot et qui s'occupe cordialement de notre cause. Nous adressons à « La Dépêche de Paris » notre salutation de confrères.

De retour aussi le pianiste espagnol Antonio Ugesias qui, à la salle Pleyel, nous a charmé avec du Granados et Falla.

Et de retour aussi les azalées que le fleuriste municipal nous offre, plaisir des yeux et repos de l'esprit, à la serre fameuse de la Porte d'Auteuil. Et c'est encourageant de voir que dans ce Paris si pressé, les ouvriers, les dames des beaux quartiers et les petites demoiselles des comptoirs ont encore le courage de trouver du temps pour aller de l'autre côté de la Seine se réjouir avec les couleurs si douces des fleurs. Et même pour lire un roman de Louis Pauwels qui vient de paraître.

Mais le chroniqueur, lui, n'a pas la même chance. A la semaine prochaine, donc.

En première page

QUAND est-ce que nous aurons la chance merveilleuse de ne plus lire sur la première page des journaux le nom amer et si cher d'Espagne? C'est plutôt ennuyeux, en effet, pour un peuple d'être vedette. On dit que les pays heureux n'ont pas d'histoire. Nous, donc, ne pouvons être heureux tant que les sept lettres du nom de notre pays n'auront pas disparu de la presse et de l'actualité. Car avec lui sera effacé de la terre — mais pas de notre mémoire — les six lettres du nom le plus haï du monde en ce moment : Franco.

De New-York à Paris, en ce moment il y a peu de distance, moins en tout cas que de Madrid à Hendaye ou à Cerbère.

Le gouvernement espagnol se tait. (Quand je dis espagnol, je dis par là même républicain.) C'est le gouvernement de Franco qui crie. Et on discute là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique.

Nous attendons... Nous espérons même. Nous ne désespérons jamais. Mais il serait peut-être bon que les diplomates se rappellent que les déceptions des Espagnols ont précédé toujours de quelques mois les déceptions des autres Européens. Seulement de quelques mois.

C'est la crainte qu'on respire ces jours-ci à Paris.

Deux vedettes

L'AFFAIRE espagnole et la discussion de la Constitution sont si importantes que des faits jadis sensationnels ne trouvent aucune place, même dans les journaux.

Qui a parlé de la présence à Paris de « La fiancée du monde », cette Mary Pickford qui n'a pas perdu le regard ingénu et qui, elle aussi, n'a pas oublié que pendant la guerre civile elle a fait de la propagande pour les républicains?

Qui a parlé de la présence à Paris de Grace Moore, la grande chanteuse américaine? Elle loge dans le même hôtel que le duc de Windsor, qui continue à promener son ennui royal dans ce Paris qui rend supportable même l'ennui d'un prince.

Qui a parlé des trois nuits pendant lesquelles les théâtres de l'Opéra et l'Opéra-Comique n'ont pas ouvert leurs portes parce que les choristes étaient en grève?

Mais il y a bien quelques choses dont nous devons parler.

Emotions américaines

C'EST au théâtre Hebertot qu'a eu lieu la première de ces choses dont on doit parler : Là, sur la petite scène, des acteurs épatants — Hébert, Valmy — ont joué les rôles émouvants, simples, directs primitifs des personnages de la comédie — de la tragédie, en réalité — de Steinbeck : « Des Souris et des Hommes ».

Steibeck est une révélation américaine des dernières années. Il est, peut-être, le romancier qui sait le mieux refléter la vie simple des déclassés, sans complications dans le langage, certes, mais tellement pleine et torturé dans l'intimité...

Une grange malsaine un « ranch » de l'ouest et des vagabonds. Un géant naïf, maladroit, qui ne peut pas contrôler les décrochages de ses nerfs anormaux. Et un ami qui le tue par pitié, par amitié. C'est direct, c'est touchant. C'est... Steinbeck.

V. ALBA

Notre concours de Nouvelles

Notre concours de nouvelles a pris fin le 15 avril.

A en juger par les nombreux votes émis il a intéressé beaucoup de nos lecteurs, ce dont nous nous félicitons.

Le dépouillement demandera un certain temps en raison du nombre important de bulletins et aussi des occupations personnelles des membres qui composent le jury.

Les opérations ont d'ailleurs déjà commencée mais nécessiteront plusieurs réunions.

Quoiqu'il en soit, les membres du jury sont décidés à aller vite.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

SAGITARIO

UN INGLES IMPURO. — Este inglés se llama Beveridge, y en la radio de Londres hizo, hace unos dias unas declaraciones sobre el régimen de España francamente impuras. Mr. Beveridge, autor de un plan para domar a Alemania, considerado impotable, no es impuro porque pueda amar esos libros libertinos a los que tan aficionados son los ingleses, o por ser capaz de excentricidades eróticas por reacción a su clima bíblico. Mr. Beveridge, bajo este aspecto, debe de ser un hombre perfectamente ejemplar; pero en sus declaraciones hay una impureza, porque su substancia ha sido alterada. Franco, no ha sido para él un jefe de Estado a observar objetivamente, sino un anfitrion. Una vez más. Esau ha preferido las lentejas a las primogenituras. No somos nosotros los maliciosos, sino el « Observer », periodico inglés, renombrado y conservador, y el « Observer », advierte a Beveridge, que no ha pasado por España como otros ingleses que, durante la guerra, fueron maltratados y acechados, sino como el personaje de quien se espera randimiento.

Y el rendimiento, ha sido dado desde Radio Londres. Para Beveridge el entusiasmo popular, durante el desfile del 1 de abril, fué espontaneo, la libertad de expresión existe, los corresponsales extranjeros pueden telegrafiar libremente y el gobierno de Don José Giral, no será nunca aceptado, porque como ministro de marina, en 1936, es el responsable de la muerte de 400 oficiales de marina.

No negamos que Franco pueda reunir en la plaza de Oriente, una multitud aclamadora. Cuántos quiere M. Beveridge? Cien mil vocedores? Pues cien mil. Durante la dictadura, vimos desfilar por Barcelona, y durante horas, millares y millares de manifestantes, marcando su adhesión a Primo de Rivera; pero, antes, en todas las oficinas del Estado, del Ayuntamiento y de la Diputación, en todos los bancos, en todos los mercados, en todos los centros docentes, en todos los antros donde la vulneración de la ley y de la moral, implica la subordinación a los poderes gubernativos, fué dada la orden de manifestación, y ésta, densa y pausada, tras las pancartas, fué Ramblas abajo, imponente. Beveridge hubiera tomado por espontaneo y entusiasta lo que no era más que la movilización por el poder público en ejercicio de dictadura, de los pusilánimes, los inertes y los forzados económicos. En los tiempos de Neron, que era un santo al lado de Franco, sus ministros daban ya la orden de los entusiasmos espontaneos : « Plaudite cives », y la falange neroniana y los senadores y las clientelas de los senadores, aplaudian.

La claque, señor Beveridge, que es tan antigua como el mundo del escenario y el teatro de la politica, tal vez en ningun pais haya llegado a tan alta perfección como en España. En Francia existia una « brigada de aplausos y aclamaciones », núcleo iniciador de los entusiasmos de la calle, pero lo que en Francia era gérmen, tenia pintorescas frondosidades en España. En 1915 — podemos precisar la fecha — llegó a Barcelona D. Eduardo Dato, presidente del Consejo, y un empresario monárquico y aprovechado, Juanito Marsans, envió a la estación, convenientemente instruidas, para vitorear al jefe del gobierno, a las coristas de la compañía de zarzuela que dirigia José Bergés. Cuántas coristas de Marsans, cuántos tranviarios de Foronda — y un barcelonés, sabe lo que es eso — cuántos panaderos estraperlistas, y vendedores clandestinos de tabaco y carniceros de balanza tramposa y rateros con salvoconducto y chulos prostibularios y patronos de chirlata y sargentos con estanco y coima, y todos los Lazarillos, Gil Blases y Guzmanes de Alfarache, que vivieron y viven por la villa ex-corte y que el poore señor Beveridge, tomaria por entusiastas ciudadanos, no habrán nutrido la manifestación de Madrid?

Que no todos serán sujetos aprovechados y comparseria indónea? Nosotros somos comprensivos, Mister Beveridge. En España, junto al picaro está el malalma y junto al calzonazos, el matamoros. En esa manifestación delirante que Vd. presenció, estaban,también los asesinos. Son diez años de matanzas. Mister Beveridge, diez años de adornar todas las cunetas de todas las carreteras con cadáveres, de poner chafarriñones de sangre y sesos en las tapias de los cementerios, de lanzar condenados a las simas de las costas y a las zanjas de los terraplenes adecuados para las ejecuciones, de convertir los patios de las cárceles en patíbulos y las jefaturas de policia en cámaras ardientes. Nunca, ningún pueblo ha tenido tal cantidad de asesinos como la España de Franco, y en trenes, en autos, en galeras, habrán bajado de la Sierra, dejado los campos manchegos, salido de las riberas del Tajuña, para concentrarse en Madrid y gritar a Franco, con el brazo tendido y al revés de los gladiadores : « Ave Caudillo, los que mataron por ti, te saludan ».

Esta España que absorberia todos los articulos del código penal, Mr. Beveridge finge ignorarla; pero los corresponsales ingleses y americanos la conocen, y si según el panegerista de Franco, pueden escribir telegrafiar, relatar libremente, por qué no lo hacen? No hay censura para ellos, declara Beveridge. Para sus telegramas y sus correspondencias, tal vez no, pero, para ellos, personalmente, sí. Cuando un corresponsal siente escarceos de libertad, recibe un aviso de expulsión. Así acaba de ocurrir con un corresponsal inglés y así pasó con un redactor del « News Chronicle ». El hijo de Churchill, que escribió que Franco había mentido, no fué expulsado porque redactó sus intervius fuera de España. De manera que sin censura para las cuartillas de los corresponsales, se ejerce la censura sobre ellos, se les selecciona, se les amenaza, y si se acomodan se les respeta y si se desmandan, se les expulsa. Esto lo sabe Mr. Beveridge, y si lo ignora, nos permitirá que dudemos de su perspicacia y aun de su inteligencia.

Mister Beveridge, podría haber obtenido nuestro silencio, ciñéndose a la apología, sin caer en fiscalizaciones improcedentes y extemporáneas. Para él, Don José Giral es el responsable de la muerte de cuatrocientos oficiales de Marina. Esto, no puede afirmarlo un gentleman, ni un ciudadano inglés. La oficialidad de nuestros barcos de guerra, se insurreccionó, secundando al ejército, y las tripulaciones convirtieron en hecho revolucionario, lo que hubiera tenido que ser estricta aplicación del códico militar. Años atrás, en el « Numancia », se produjo una pequeña insobordinación republicana y el jefe de ella fué fusilado y Lerroux, ya siniestro sin ser todavía anciano, declaró que a él no le hubiera temblado la mano al firmar la sentencia. No le tembló a Alfonso XIII al firmar la de Galán y García Hernández. No vacilaron los que fusilaron a los oficiales Ferrandiz y Bellés, y a los carabineros de Santo Domingo de la Calzada. Todo el siglo XIX monárquico es un fusilamiento permanente, desde el del general Riego al de los sesenta y seis artilleros del cuartel de San Gil, por Narváez. Toda rebelión militar, entraña la inevitable aplicación de la última pena. Qué pasó con los motines de 1917 en el frente francés? Un millar de fusilamientos, restablecieron la disciplina y al frente. Tal vez, la represión del complot militar de 1944, sea lo único lógico realizado por Hitler.

Repetimos, que no fueron los tribunales, sino las tripulaciones quienes aplicaron sumariamente las responsabilidades. Constatamos, sin aprobarlo, el episodio trágico, que hubiera sido más humano y más razonable la detención de los rebeldes y su entrega a los tribunales para que juzgaran con arreglo a código y con todas las garantías procesales. Pero, es que Beveridge que así recuerda, falseándolo, un hecho de 1936, tiene para Franco una invectiva, ni siquera un recelo de cristiano? El, rebelde, fusiló a todos los generales, jefes y oficiales que, en su zona, mantuvieron el honor militar. El mató a todos los masones. El ejecutó a todos los maestros. El eliminó a todos los diputados republicanos. El hizo desaparecer a todos los dirigentes políticos y sindicales, nacionales y locales. El puso cifras de hecatombe en todas las provincias : doce mil asesinados en Navarra, diez mil en Galicia, ocho mil en Burgos, seis mil en Zaragoza, tres mil en Mallorca, y en la Sevilla maravillosa, el olor a manzanilla y a naranjo se transformó en hedor de sangre y de pododumbre que esparció sobre toda España la voz infame de Queipo de Llano : «Aquí, señores, no tenemos problema obrero porque no ha quedado ni uno. » Y añadía con cinismo de nihilista beodo : « Aquí, quedaremos pocos, pero los que quedemos, viviremos como Dios. »

Estos son los que ha exaltado Vd., señor Beveridge. Estos y los otros, los que desde hace seis años, llegada la paz, han aplicado a cada ciudad y a cada pueblo, una noche de San Bartolomé, y han robado las casas de los republicanos y han violado, sitiándolas por hambre, las mujeres de los fusilados y de los presos. Nosotros no lanzamos vagas acusaciones. En Bilbao, una muchacha, Juanita Pérez, que recientemente se negó a besar un Cristo con un retrato de Franco, le cortaron los pechos y le grabaron sobre la horrenda cicatriz el Cristo y el retrato. En Alicante, hace pocos días, Jaime Calpe, intentó poner una bandera republicana en el gobierno civil, lo sorprendió la policía, tiró sobre él, lo hirió, y cuando lo llevaron a una clínica, el médico, falangista, lo remató a palos. Esto son sus amigos, Mister Beveridge. Con estos comparte Vd. el pan y la sal.

Como estos hechos, cien, mil, dos mil : Y sobre ellos, Vd., señor Beveridge, al que hemos de suponer gentleman y cristiano, echa su benevolencia, los legitima, y se encrespa contra los que pretendemos instaurar sobre la persistencia del crimen la redención de la ley. Y esto es lo que ha olvidado en la agresión al presidente Giral : la ley. Grave olvido para un inglés. Hace unos veinte años, un irlandés, el alcalde de Cork, se insubordinó contra la ley inglesa, y preso, hizo la huelga del hambre. Cuando llegó su lenta agonía, en todas las iglesias de Irlanda se rezó por el agonizante, los irlandeses fueron a arrodillarse ante la cárcel que guardaba al héroe, y el mundo, impetró gracia. Inglaterra, dura, Inglaterra adherida a la ley, no perdonó, y el alcal de de Cork murió de hambre en la cárcel. Aquel día, en Barcelona, apedreamos el consulado inglés. Fueran cuatrocientos alcaldes irlandeses en trance de huelga de hambre y no los hubiera perdonado Inglaterra, y Beveridge la excusaría, en nombre de la ley implacable.

Por la ley implacable, más rígida cuando es militar, perdieron su vida los oficiales de marina sublevados. Fué un juicio sin proceso y sin sentencia, contra la voluntad del gobierno Giral, contra nuestro sentimiento humano, contra nuestro legalismo republicano, que puede comprender a Robespierre, pero que rechaza al Danton de las jornadas de septiembre. Aceptado esto, decimos a Mister Beveridge : « Vaya Vd. al almirantazgo y pregunte al Lord almirante, que haría él, que harían sus compañeros de honor, de disciplina y de lealtad a la Corona, si las oficialidades de las flotas se sublevaran contra el rey y contra el parlamento. Y si, anticipándose al enjuiciamiento de los consejos de guerra, la marinería, se lanzara a expeditivas sentencias, qué haría el almirantazgo? » El almirantazgo, señor Beveridge, decidiría una exculpación para aquellos marineros ingleses que habían aplicado la ley perentoria del mar a los desleales al rey y al alma de la vieja Inglaterra.

ENVIO. — Un personage de prestigio internacional, ha podido desde Radio Londres, defender a Franco e invectivar a nuestro gobierno, sin que se le haya opuesto una réplica. Esta es la primera y quizás la única. Y a una radio debe oponerse otra radio. A una declaración, otra. A un libro de Artajo, un libro de nuestro ministerio de Estado. El silencio, no. La inercia, no. En Francia, pueden sobrar (no digo que sobren) todos nuestros ministerios, menos dos : el de Estado y el de Propaganda, y éste, no existe, cuando debió ser el primero.

Si en Francia no fuera posible, que debe serlo, la existencia de una emisora republicana, se monta en otra parte. En Moscou, no, por lo que todos sabemos; pero en Belgrado, sí, o en Bucarest, o en Praga, y a los pocos días, la radio de Belgrado, Bucarest o Praga, sobre todo Praga, sería captada, con interés en el mundo, con ansia en España y con fervor entre nosotros. Pronto, pronto pues, excelentísimos señores : una radio que repita la antigua apelación de la de Londres : Los españoles, hablan a los españoles. Y a todos los Belveridge, llamando al pan, pan y al vino, vino, en el más puro inglés posible.

Mario AGUILAR

DE LEUR PROPRE AVEU

(Extraits de la presse franquiste)

« LIBERATION »
(1er avril 1939)

Voici un article de Manuel Machado (de la Royale Académie espagnole) frère du grand poète Antonio Machado, mort en exil, fidèle à la patrie et à la République. Il fut publié dans « La Vanguardia » de Barcelone du 31 mars :

« Notre guerre fut la préface du terrible conflit mondial, dont la fin est, semble-t-il, loin encore... Ou mieux, le premier acte du terrible drame universel encore sans dénouement, quoiqu'il soit déjà passé par les plus effrayantes péripéties.

» Ce ne fut pas, alors, une guerre civile purement espagnole — avec des vaincus et des vainqueurs espagnols — dont la victoire pourrait être, dans ce cas, autant amère que brillante.

» Guerre civile, cependant, elle le fut dans le sens d'une politique contre une autre. Le commencement d'une guerre civile mondiale qui mit face à face deux universalismes encore en lutte qui continuent et continueront de se combattre encore pendant très longtemps. C'est pour cela que nous pouvons parler de libération aujourd'hui... La libération de l'Espagne du bûcher dans lequel le monde brûla et brûle encore aujourd'hui même, quoique l'on ne voit pas le feu... Libération qui nous a coûté des milliers et des milliers de vies et — compliquée par la faillite de l'économie universelle — qui nous a valu tant de difficultés et tant de fatigue.. C'est pour cela que nous pouvons si raisonnablement demander qu'on respecte une paix que nous avons payée un tel prix, lorsque nous donnions l'alerte à tant de nations... qui ne l'ont entendue d'ailleurs que plus ou moins. »

Cela veut dire : Nous avons gagné la paix en combattant pour l'Italie et l'Allemagne : fichez-nous donc la paix, car l'Allemagne et l'Italie ne sont plus!

« L'Espagne a été en ces jours-là la victime propitiatoire de la lutte gigantesque de ces deux universalismes qui aujourd'hui se regardent sans sourciller comme des ennemis irréconciliables : le monde qui veut subsister et celui qui lutte pour arriver. Il ne peut y avoir etre eux ni compromis ni arrangement.

» Nous avons résolu, chez nous, d'une certaine façon, ce problème, en mettant au-dessus de ces deux universalismes un autre universalisme qui, chez nous, est traditionnel et qui, nous pourrions dire, fait partie de notre propre substance : l'universalisme catholique —excusez la redondance — qui a la religion pour guide et la charité pour norme...

» Libération oui, parce que notre guerre nous a libérés aussi bien du monde capitaliste périmé et inique et du non-né et triste monde bolchevik.

» Pour que nous puissions forger notre monde et que nous puissions y vivre, nous voulons la paix : et s'il était possible, l'amour de tous...

» Quant au code fondamental pour nous régir... je ne sais pas s'il peut y avoir rien de plus clair, de plus fort, de plus humain dans le meilleur sens du mot, que le Décalogue de la Loi de Dieu. »

Décalogue auquel les amis du mauvais frère de notre grand poète Antonio Machado ont manqué consciencieusement dans toutes les occasions.

LES ENORMITES FRANQUISTES

Francisco de Cossino, dans son panégyrique de la victoire germano-italienne en Espagne reconnait aussi que notre guerre n'était pas une guerre civile, mais une guerre d'invasion « qui avait pris l'Espagne comme champ d'expériences ».

Puis, il accouche de cette énormité :

« Il ne serait pas juste de parler d'Espagnols vaincus, car l'Espagne a aujourd'hui plus d'habitants espagnols qu'elle n'en avait avant la guerre de libération. »

Alors, est-ce que le million de morts, dont Franco était si fier, ne comporterait que des étrangers? Il ne compte pas les exilés pour des Espagnols. Il n'y a tout de même pas un million et plus d'Allemands naturalisés en Espagne.

LIBRAIRIE DES ÉDITIONS ESPAGNOLES
LIBRAIRIE
Tous les meilleurs livres français sur l'Espagne - Livres espagnols. Ouvrages catalans. Revues - Brochures
1, Bd d'Arcole, 1
TOULOUSE

« Buffalo Courier-Express » reproduit par « New-York Herald Tribune »

Bijouterie LE DONJON
ATELIER SPECIAL DE REPARATIONS DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE
Travail soigné et garanti

LE PROBLEME ESPAGNOL

thème de la presse française

COMBAT
DE LA RESISTANCE A LA REVOLUTION

Le Conseil de sécurité répète à l'égard du problème espagnol les erreurs de 1936

De notre corespondant particulier P.-F. CARUS

New-York, 19 avril (par câble, via Mackay Radio). — Ainsi donc, tant d'années de fascisme et de guerre auront pu passer sans rien enseigner sur le fascisme et sur les causes des guerres.

J'étais à Londres en 1936, alors que siégeait le Comité de non intervention dans les affaires d'Espagne. Je suis à New-York, dix ans plus tard. Ce sont les mêmes arguments, presque le même langage. La séance de Londres continue.

Aujourd'hui, comme là-bas autrefois, on feint d'ignorer les faits élémentaires, mais essentiels. On n'évoque, ni l'importance stratégique de la péninsule ibérique, ni la rivalité des puissances en Méditerranée, ni l'importance économique de l'Espagne. On construit une façade légaliste. Et chacun sait ce qu'elle cache en vérité : la préoccupation obsédante d'un nouvel équilibre qui se substituerait à l'équilibre ancien, entraîné dans la chute de l'Allemagne et de l'Italie. Pour certains, une des pierres angulaires en serait le maintien d'une Espagne franquiste.

Les preuves de l'évidence

Personne n'a eu la franchise de dénoncer ces facteurs. « Non intervention », maintenait M. Vallos, délégué brésilien. Et sir Alexander Cadogan renchérissait sur le fonds, avec cette circonspection de langage qui lui est propre : « Le délégué français a déclaré que l'Espagne était le centre de l'infection fasciste, et une base de préparation en vue d'une nouvelle guerre. Mais je n'estime pas qu'il ait fourni des preuves d'intentions agressives de la part de l'Espagne. »

A-t-on cependant à faire une nouvelle fois la preuve, que dix ans d'histoire nous ont administrée — et quelle histoire! J'évoquais toujours le comité de non-intervention de 1936. L'intervention de Hitler et de Mussolini éclatait d'évidence. La liberté de l'Espagne s'abîmait. Mais il fallait des preuves au comité de non-intervention.

Que dit encore aujourd'hui M. Van Kleffens, délégué hollandais?

— Il ne faut pas agir avec passion : il convient plutôt de se montrer particulièrement prudent.

Et M. Van Kleffens d'évoquer ensuite, pour témoigner de la violence qu'il a dû se faire en effet, le martyre des prisonniers hollandais, évadés de leur pays occupé, dans les camps franquistes. Faudrait-il donc demander à l'honorable M. Van Kleffens si c'était ou non une passion, l'élan vers la liberté qui les avait jetés dans les camps de Franco?

Le problème, en vérité, déborde le cadre espagnol. Revenons-y, pourtant.

Il est certain qu'une large majorité, et peut-être l'unanimité, va se constituer au Conseil de sécurité en faveur du supplément d'enquête demandé par le délégué australien, M. Hodgson. Cinq membres du Conseil, formés en commission, se prononceraient sur les accusations portées par la Pologne, l'U.R.S.S. et la France.

Dans le cliquetis stérile des arguments de forme, favorables ou hostiles à la non-intervention, cette proposition atteste du moins une pensée de fermeté et de bon sens. Elle n'est pas un compromis comme on le lit dans la presse américaine. Elle maintient, jusqu'à la preuve du contraire, la compétence du Conseil.

Mais jusqu'où cette compétence s'étendra-t-elle? Un important précédent va se trouver créé. Il appartiendra à l'O.N.U. de décider si la volonté de pallier cette menace de guerre que peut constituer par lui-même un régime politique, doit être qualifiée d' « ingérence dans les affaires intérieures » d'un Etat souverain.

TIMBRES-POSTE
ACHAT — VENTE
EXPERTISES
Remises aux lecteurs de l'E. R.
GALERIE DU LIVRE
60, rue de la Pomme, 60
TOULOUSE

LA SEMAINE EN ZIG-ZAG

La preuve par neuf

IL nous la baille belle le savant américain qui veut à tout prix expérimenter la bombe atomique sur une vaste échelle. Ecoutez-le

— Il s'agit de montrer aux populations du globe la puissance de l'engin nouveau, s'écrie-t-il. Afin d'inspirer à tous les peuples plus ou moins civilisés une frousse salutaire!...

Et de nous donner la recette infaillible de la démonstration formidable qui créera la colique universelle et la chair de poule chez les centaines de millions d'individus qui vivotent sur la croûte terrestre :

— Vous prenez une ville de deux ou trois cent mille habitants, une ville aux murs solides, aux monuments bâtis pour une éternité, bref, ce qu'on a fait de mieux comme cité résistante depuis des siècles. Vous évacuez cette ville, c'est-à-dire que vous ordonnez aux habitants de fuir, leurs meubles sur le dos, vers des campagnes riantes au soleil de l'été. Vous convoquez les photographes, les cinéastes, les journalistes du monde entier... Au jour J, à l'heure H, vous frappez les trois coups et tout saute! Quinze jours après le feu d'artifice, vous revenez sur le théâtre des explosions pour constater de visu, comme dirait le gendarme de Courteline, combien de pierres sont intactes, combien de plafonds sont indemnes. Vous analysez la cendre et la poussière si par hasard vous en ramassez quelques quintaux. Alors, mais alors seulement, les humains seront convaincus de l'extraordinaire malfaisance de la bombe...

Car notre savant ne veut pas entendre parler d'une expérience sur une île déserte ornée de cabanes en bois et peuplée de moutons ou de chèvres héroïques. Il veut au sérieux, du vrai.

Cet homme est bien gentil. Sa preuve par 9 de la division, de la

désagrégation de toutes les matières, ne mettrait que deux ou trois cent mille personnes sur la paille. Elle ne coûterait que quelques milliards. Qu'est-ce que cela quand il faut convaincre cent peuples et les aégoûter à tout jamais des bombes?

Je suppose que ledit savant offrira généreusement sa propre mai, son aux étincelles foudroyantes. A lui l'honneur. Et je me permets de croire qu'il éduquera les citoyens d'une grande ville d'Amérique, lesquels, pour lui plaire et par amour de la science, lui feront cadeau de leurs villas, buildings et autres gratte-ciel.

Comme ça, nous acceptons son idée. (M. Gribouille, qui tient absolument à précipiter une ville dans la journaise pour savoir si elle flambera bien, doit renoncer à réaliser son projet en Europe.

De ce côté-ci de l'eau, nous sortons d'en prendre des explosions, des destructions et des misères.

Et nous déclarons tout de go aux éminents chercheurs de laboratoire

— Sautez les premiers, messieurs! Et n'oubliez pas de nous envoyer des cartes postales représentant les terrains rasés de près par la catastrophe.

L'école en joie

JOURNELLEMENT on dit, en en prenant un air grave, aux enfants que l'on conduit à l'école, après les recommandations d'usage sur la propreté obligatoire et les soins dont il faut entourer chaussures et vêtements :

— Et tu sais, il faut que tu fasses des progrès! Sinon...

Ce conseil, pourquoi les enfants ne répéteraient-ils pas, respectueusement, bien sûr, aux éducateurs officiels ou officieux chargés à des degrés divers de l'enseignement :

— Faire des progrès? Avec plaisir... Mais dites donc, messieurs les pontifes de l'instruction, quand en ferez-vous, à votre tour?

Et je cède la parole à un potache exposant au public des parents et des maîtres les plus que légitimes revendications de la corporation :

— Pourquoi nous logez-vous entre des murs noirs, dans des bâtiments si lugubres que nous avons l'impression d'entrer chaque matin en prison? Pourquoi les écoles sont-elles si tristes, privées de lumière, d'air, de soleil à la belle saison? Qu'avons-nous fait, messieurs, pour être traités comme des délinquants? La « défense de rire » paraît être affichée sur toutes les portes... La gaieté n'est-elle pas de notre âge?

De fait, depuis une quarantaine d'années — soyons justes — un effort est enregistré dans beaucoup de villes pour créer des écoles claires, aimables, encadrées parfois de verdures... Les cours de récréation n'ont plus les dimensions d'un mouchoir de poche... Les fenêtres laissent passer sans difficulté les rayons chauds. Lorsque l'administration sait placer dans ces écoles modernes des professeurs sachant sourire, à l'occasion, l'enfant a l'illusion d'être en famille pour prendre, du matin au soir, non pas à la manière d'une purge, mais gentiment, sainement, quelques repas intellectuels.

Que de mauvais souvenirs conservent au fond de leur cœur les an-

ciens élèves de tel ou tel « bahut » dont la façade s'apparente à celle d'un hôpital.

Rien ne devrait être trop beau pour la jeunesse studieuse. La plonger dans la grisaille est un non-sens. Du reste, ce n'est pas dans les villes que devraient s'élever les palais scolaires mais dans les banlieues accueillantes, où, sous les arbres, qui pourraient être de la liberté, les enfants s'épanouiraient sous le ciel bleu, loin des rumeurs, des microbes et des horizons bornés d'un étroit préau.

L'école idéale sera réalisée le jour où le potache se sentira vraiment puni parce qu'on le refusera en classe.

— Elève Dupont, Jules, vous resterez chez vous pendant huit jours!

A ce moment-là la pédagogie aura accompli de grands progrès.

Et si les enfants décernent à leur tour des prix en fin d'année, ils accorderont à l'unanimité un prix d'honneur au ministre de l'instruction publique qui leur offrira des locaux clairs, agréables et attrayants.

Les grandes traditions

J'AI toujours affirmé que la Grèce est dans la grande banlieue de Marseille.

J'entends par là qu'à Athènes il y a des galéjeurs, et qu'on sait rire en buvant du vin de Samos autour de l'Olympe, où les vieux dieux ont soif, car en été il y fait une sacrée chaleur.

Au pied de l'Acropole, la gaieté est de règle, comme sur la Canebière. Et c'est toujours pour s'offrir la tête des étrangers qu'on fait semblant de prendre le Pirée pour un homme ou la sardine pour une baleine.

A Athènes, comme à Marseille, la plaisanterie ne perd jamais ses droits.

La preuve, c'est que les Grecs, plaignant Marius et Olive, font voter les morts.

Et dans de larges proportions, ainsi que nous l'annoncent les gazettes rendant compte des dernières élections en Hellade.

On dira ce qu'on voudra, le procédé a du bon.

Surtout que les vivants se fatiguent d'aller aux urnes.

Et que les ancêtres qui ont des loisirs puisqu'ils bénéficient du repos éternel peuvent bien, après tout, se charger de nommer les députés.

C'est d'ailleurs pour prolonger indéfiniment les droits du citoyen, par vénération des disparus — idée touchante — que Grecs et Marseillais font appel aux « collègues » d'outre-tombe.

Je trouve ça très gentil pour la mémoire des trépassés invités à faire, envers et contre tous, de la politique.

Mais la méthode est aussi très avantageuse pour les candidats.

Très docile, l'électeur du cimetière n'est pas regardant sur la couleur du prochain élu. Ce n'est pas lui qui discutera à perte de